



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 27 JUIN 2025
GEMEENTERAAD VAN 27 JUNI 2025

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 17:00
Opening van de zitting om 17:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

1 **Finances - Budget communal de l'exercice 2025 - Plan triennal 2025-2027.**

LE CONSEIL,

Vu le Règlement Général de la Comptabilité Communale, notamment ses articles 8 à 14;
Vu la Nouvelle Loi communale, notamment ses articles 117 et 238 à 263 ;
Vu les prévisions de recettes et de dépenses des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2025 ;
Vu les prévisions de recettes et de dépenses des services ordinaire et extraordinaire du plan triennal 2025-2027 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 19.06.2025 ;

DECIDE :

Article unique :

D'arrêter les prévisions de recettes et de dépenses des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2025 et du plan triennal 2025-2027.

Le budget communal et le plan triennal, ainsi que les annexes obligatoires, sera transmis aux services de la tutelle de la Région de Bruxelles-Capitale, après publication de celui-ci pendant le délai légal de 10 jours.

Financiën - Gemeentelijke begroting van het dienstjaar 2025 - Driejaarlijksplan 2025-2027.

DE RAAD,

Gezien het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit, vooral artikelen 8 tot 14 ;
Gezien de Nieuwe Gemeentewet; vooral artikelen 117 en 238 tot 263;
Gezien de ramingen van ontvangsten en uitgaven van de gewone en buitengewone diensten van de gemeentebegroting 2025 ;
Gezien de ramingen van ontvangsten en uitgaven van de gewone en buitengewone diensten van de driejaarlijksplan 2025-2027 ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepen d.d. 19.06.2025;

BESLUIT:

Enig artikel:

De ramingen van ontvangsten en uitgaven van de gewone en buitengewone diensten van de gemeentebegroting 2025 en van de driejaarlijksplan 2025-2027 vast te stellen.

De gemeentebegroting en de driejaarlijksplan, alsook de verplichte bijlagen, zal worden opgestuurd aan de diensten Toezicht van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, na publicatie gedurende de wettelijke termijn van 10 dagen.

2 Finances - Règlement sur la prime destinée à atténuer la hausse des centimes additionnels communaux au précompte immobilier pour l'exercice 2025

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 20 novembre 2024 fixant à 3.890 les centimes additionnels communaux au précompte immobilier pour 2025 ;

Considérant que l'état des finances communales a contraint notre Commune à augmenter les centimes additionnels communaux au précompte immobilier ;

Considérant toutefois que la Commune n'entend pas pénaliser les personnes physiques mono-propriétaires molenbeekoises occupant personnellement et entièrement leur logement qui constitue leur unique bien immobilier ; qu'au contraire, elle souhaite encourager l'accès à la propriété ;

Considérant que la Commune souhaite par ailleurs encourager les projets encadrés en matière de logement intergénérationnel, ce type de mécanisme comportant d'évidents bienfaits tant pour les jeunes que pour les personnes âgées mais aussi, plus généralement, pour la collectivité (prévention, dans une certaine mesure, de la dégradation d'immeubles par l'occupation d'étages laissés vides, réponse au manque de logements appropriés pour les personnes âgées, contribution au remaillage du tissu social,...) ;

Considérant que dans cette optique, une prime destinée à atténuer la hausse des centimes additionnels communaux au précompte immobilier peut être établie au bénéfice des administrés se trouvant dans l'une de ces situations ;

Considérant que la méthode la plus adéquate pour atteindre l'objectif poursuivi est d'octroyer une prime d'un montant équivalent à 85 % du pourcentage d'augmentation de la part communale dans le précompte immobilier par rapport à l'exercice d'imposition 2022 ;

Qu'ainsi les additionnels communaux étaient de 3350 pour l'exercice d'imposition 2022 et de 3890 pour l'exercice d'imposition 2025 soit une augmentation de 16,12 % ;

Considérant ce qui précède, il y a lieu de renouveler cette prime pour l'exercice d'imposition 2025 dont le calcul équivalait à 85 % du pourcentage d'augmentation de la part communale dans le précompte immobilier ;

Considérant que lors de la création de la prime en 2015, l'avis du Conseil Consultatif du Logement avait été sollicité; que l'avis 2015/1 a été rendu en date du 15 septembre 2015; que le règlement adopté le 16 décembre 2015 pour l'année 2016 se basait sur cet avis; qu'il n'y a pas lieu de solliciter un nouvel avis du Conseil Consultatif du Logement vu les changements mineurs du texte intervenus depuis lors ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins formulée en sa séance du 19 juin 2025;

DECIDE :

Article 1 :

D'adopter le règlement suivant établissant une prime destinée à atténuer la hausse des centimes additionnels au précompte immobilier pour l'exercice 2025 :

Article 1

Aux conditions du présent règlement et dans la limite du crédit budgétaire prévu à cet effet, le Collège des Bourgmestre et Echevins octroie aux propriétaires de biens immobiliers situés à Molenbeek-Saint-Jean une prime destinée à atténuer la hausse des centimes additionnels communaux au précompte immobilier pour l'exercice 2025.

Pour pouvoir bénéficier de cette prime, le demandeur doit être titulaire, en tant que personne physique soumise à l'impôt des personnes physiques à Molenbeek-Saint-Jean, d'un droit de propriété ou d'usufruit ou d'emphytéose sur un seul bien immeuble situé à Molenbeek-Saint-Jean, constituant son habitation propre au sens de l'article 5/5, & 4 al.1^{er}, 1^o de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989. Le bien doit être personnellement et entièrement occupé par le demandeur et ne constituer son seul et unique bien immobilier ou faire partie d'un projet de logement intergénérationnel encadré par un organisme

reconnu par les pouvoirs publics. Par logement intergénérationnel, il y a lieu d'entendre l'immeuble ou la partie d'immeuble conçu par un pouvoir public ou aménagé par un propriétaire privé pour l'habitation ou la résidence, au sein duquel cohabitent simultanément des personnes jeunes et des personnes âgées, en encourageant et en facilitant les interactions entre eux (**ne sont donc concernés ici que les biens immobiliers dont la destination est d'être un logement**).

Article 2

La prime est octroyée annuellement.

Son montant est calculé selon la méthode définie ci-après et plafonné à 300,00 EUR.

La prime est égale à 85 % du pourcentage d'augmentation des centimes additionnels sur la part communale du précompte immobilier pour l'exercice d'imposition par rapport à l'exercice d'imposition 2022.

Article 3

La demande de prime doit être introduite par écrit et adressée au Collège des Bourgmestre et Echevins, au moyen du formulaire ad hoc de l'administration communale, dans un délai de six mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle en matière de précompte immobilier.

A défaut d'avoir fait parvenir à l'administration communale une demande complète dans le délai susvisé, la prime ne sera pas octroyée.

Article 4

Pour l'instruction de sa demande et à titre de preuves, le demandeur fournira à l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean les documents suivants :

une copie recto-verso de son avertissement-extrait de rôle en matière de précompte immobilier pour le bien qu'il occupe à Molenbeek-Saint-Jean, relatif à l'exercice d'imposition correspondant à l'année de la demande ;

une déclaration sur l'honneur

- établissant qu'il occupe – ou le ménage dont il fait partie – le bien immeuble personnellement et entièrement, à l'exclusion de toute location ou de mise à disposition de tout ou partie dudit bien immeuble;
- établissant qu'il occupe - ou le ménage dont il fait partie - personnellement et entièrement le logement dans l'immeuble de rapport situé à Molenbeek-Saint-Jean qu'il loue partiellement;
- certifiant qu'il, ou un membre du ménage dont il fait partie, n'est titulaire d'un droit réel sur aucun autre bien immeuble situé en Belgique ou à l'étranger;

-une preuve de paiement pour le bien qu'il occupe à Molenbeek-Saint-Jean, relatif à l'exercice d'imposition correspondant à l'année de la demande OU à tout le moins une preuve de la conclusion d'un plan d'échelonnement de paiements avec Bruxelles-Fiscalité du précompte immobilier pour le bien qu'il occupe à Molenbeek-Saint-Jean, relatif à l'exercice d'imposition correspondant à l'année de la demande ;

-le cas échéant, une attestation de l'organisme encadrant le projet de logement intergénérationnel par lequel il est reconnu que le bien du demandeur fait partie d'un tel projet.

Article 5

Le demandeur qui, en vue de l'obtention de la prime, effectuerait de fausses déclarations, s'expose à des poursuites pénales. L'Administration se réserve le droit d'effectuer des vérifications aléatoires des déclarations sur l'honneur effectuées par les demandeurs.

Article 6

Les cas non prévus par le présent règlement seront soumis à l'examen et tranchés par le Collège des Bourgmestre et Echevins sur la base du but recherché par le présent règlement.

Article 7

Le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé des modalités d'application et de l'exécution du présent règlement.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour qui suit le jour de sa publication par la voie de l'affichage.

Article 2 :

D'approuver le modèle de formulaire de demande de prime 2025 figurant en annexe de la présente délibération.

Article 3 :

D'approuver le modèle d'attestation figurant en annexe de la présente délibération, intitulé « Annexe Logement intergénérationnel pour prime communale ».

Financiën - Reglement op de premie toe bestemd voor het verzachten van de verhoging van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing voor het dienstjaar 2025.

DE RAAD

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder het artikel 117;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 20 december 2024 tot vastlegging op 3.890 van de gemeentelijke

opcentiemen bij de onroerende voorheffing voor 2025;

Overwegende dat de situatie van de gemeentelijke financiën onze Gemeente gedwongen heeft de gemeentelijke opcentiemen bij de onroerende voorheffing te verhogen;

Overwegende echter dat de Gemeente de Molenbeekse natuurlijke personen niet wenst te benadelen die eigenaar zijn en die persoonlijk en geheel gebruikmaken van hun enige woning; dat ze, integendeel, de toegankelijkheid tot het eigendom wil aanmoedigen;

Overwegende dat de Gemeente overigens wenst de projecten inzake intergenerationeel wonen aan te moedigen, en dat dit soort mechanismen evidente weldaden omvatten zowel voor jongeren als voor bejaarde personen maar ook, meer in het algemeen, voor de gemeenschap (preventie, in een bepaalde mate, van de verslechtering van gebouwen door het gebruik van de leegstaande verdiepingen, beantwoorden aan het gebrek aan geschikte woningen voor bejaarde personen, bijdrage aan de verbetering van het maatschappelijk leven, ...);

Overwegende dat, vanuit dit standpunt, een premie bedoeld om deze verhoging van de gemeentelijke opcentiemen bij de onroerende voorheffing te verzachten, kan ingevoerd worden ten voordele van de burgers die zich in één van deze situaties bevinden;

Overwegende dat de meest geschikte methode om de gewenste doelstelling te bereiken is om een premie toe te kennen van een bedrag gelijkgesteld aan 85 % van het percentage van de verhoging van het gemeentelijke aandeel in de onroerende voorheffing in verhouding tot het aanslagjaar 2022;

Dat de gemeentelijke opcentiemen 3350 bedroegen voor het aanslagjaar 2022 en 3890 voor het aanslagjaar 2025 hetzij een verhoging van 16,12 %;

Overwegende dat er moet overgegaan worden tot de vernieuwing van deze premie voor het aanslagjaar 2024 waarvan de berekening gelijk is van 85% van het percentage van de verhoging van het gemeentelijke aandeel in de onroerende voorheffing;

Overwegende dat bij de invoering van de premie in 2015, het advies van de Adviesraad voor Huisvesting werd gevraagd; dat op 15 september 2015 het advies 2015/1 werd uitgebracht; dat het reglement aangenomen op 16 december 2015 voor het jaar 2016 gebaseerd was op dit advies; dat met het oog op minieme wijzigingen van de tekst sindsdien, er niet moet overgegaan worden tot het vragen van een nieuw advies van de Adviesraad voor Huisvesting;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen uitgesproken in zijn zitting van 19 juni 2025 ;

BESLIST:

Artikel 1 :

Het volgende reglement aan te nemen tot vaststelling van een premie bestemd voor het verzachten van de verhoging van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing voor het dienstjaar 2025 :

-

Artikel 1

Op voorwaarden van huidig reglement en binnen de grenzen van het hiertoe voorziene budgettaire krediet, kent het College van Burgemeester en Schepenen aan de eigenaars van onroerende goederen gelegen in Sint-Jans-Molenbeek een premie toe, bestemd voor het verzachten van de verhoging van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing voor het dienstjaar 2025.

*Om te kunnen genieten van deze premie, moet de aanvrager titularis zijn, als natuurlijke persoon onderworpen aan de personenbelasting in Sint-Jans-Molenbeek, van een eigendomsrecht, een vruchtgebruik of een erfpacht op zijn enige vastgoed gelegen in Sint-Jans-Molenbeek, dat zijn eigen woonplaats is in de zin van het artikel 5/5, § 4 al. 1, 1° van de Bijzondere wet betreffende de financiering van 16 januari 1989. Het goed moet persoonlijk en geheel bewoond worden door de aanvrager of deel uitmaken van een project van intergenerationeel wonen omkaderd door een instelling erkend door de openbare overheden. Onder intergenerationele woning wordt verstaan het gebouw of gedeelte van gebouw ontworpen door een openbare overheid of ingericht door een privé-eigenaar als woning of verblijf, waarin tegelijkertijd jonge en bejaarde personen samenwonen, en waarbij interactie tussen hen aangemoedigd en vergemakkelijkt wordt (**hier komen dus enkel de vastgoederen in aanmerking met als bestemming woonplaats**).*

Artikel 2

De premie wordt jaarlijks toegekend.

Het bedrag ervan wordt berekend volgens de methode hierna beschreven en is beperkt tot 300,00 EUR.

De premie is gelijk aan het percentage van de verhoging van de opcentiemen op het gemeentelijke aandeel van de onroerende voorheffing voor het aanslagjaar in verhouding tot het aanslagjaar 2022.

Artikel 3

De aanvraag voor de premie moet schriftelijk ingediend worden en gericht zijn aan het College van Burgemeester en Schepenen, door middel van het formulier ad hoc van het gemeentebestuur, binnen een termijn van zes maanden, te berekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzenddatum van het aanslagbiljet betreffende de onroerende voorheffing.

Indien de volledige aanvraag niet binnen de bovenvermelde termijn toekomt aan het gemeentebestuur, wordt de premie niet toegekend.

Artikel 4

Voor de behandeling van zijn aanvraag en bij wijze van bewijsstukken, levert de aanvrager de volgende documenten aan het gemeentebestuur Sint-Jans-Molenbeek:

- een dubbelzijdige kopie van zijn aanslagbiljet betreffende de onroerende voorheffing voor het vastgoed dat hij bewoont in Sint-Jans-Molenbeek voor het aanslagjaar dat overeenkomt met het jaar van de aanvraag;

- een verklaring op eer :

- tot vaststelling dat hij – of het gezin waar hij deel van uitmaakt – het vastgoed persoonlijk en geheel bewoont, met uitsluiting van elke verhuring of terbeschikkingstelling van het geheel of een deel van het genoemde vastgoed;
- tot vaststelling dat hij – of het gezin waar hij deel van uitmaakt – persoonlijk en volledig de woning bewoont van het opbrengsteigendom, gelegen te Sint-Jans-Molenbeek, dat hij gedeeltelijk verhuurt;
- tot certificering dat hij – of het gezin waar hij deel van uitmaakt - bezit geen zakelijk recht op enig ander onroerend goed gelegen in België of in het Buitenland.

-een bewijs van betaling van de onroerende voorheffing voor het onroerend goed dat hij bewoont in Sint-Jans-Molenbeek voor het aanslagjaar dat overeenkomt met het jaar van de aanvraag OF minstens een bewijs van het afsluiten van een afbetalingsplan bij Brussel-Fiscaliteit van de onroerende voorheffing voor het onroerend goed dat hij bewoont in Sint-Jans-Molenbeek voor het aanslagjaar dat overeenkomt met het jaar van de aanvraag;

-In voorkomend geval, een attest van de instelling die het project van intergenerationeel wonen omkadert waarin erkend wordt dat het goed van de aanvrager deel uitmaakt van dergelijk project;

Artikel 5

De aanvrager die valse verklaringen zou afleggen om de premie te krijgen, komt in opspraak voor strafrechtelijke vervolging.

Het Bestuur behoudt zich het recht voor toevallige controles uit te voeren van de verklaringen op eer ingediend door de aanvragers.

Artikel 6

De gevallen die niet voorzien zijn door huidig reglement, worden onderworpen aan een onderzoek en het College van Burgemeester en Schepenen neemt er een beslissing over op basis van het doel dat door huidig reglement beoogd wordt.

Artikel 7

Het College van Burgemeester en Schepenen is belast met de toepassingsmodaliteiten en de uitvoering van huidig reglement.

Artikel 8

Huidig reglement treedt in werking op de vijfde dag volgend op de dag van bekendmaking door aanplakbrief.

Artikel 2:

Het model van het aanvraagformulier voor de premie 2025 in bijlage bij deze beraadslaging goed te keuren.

Artikel 3:

Het model van het attest in bijlage bij deze beraadslaging goed te keuren, met als titel “Bijlage Intergenerationeel Wonen voor gemeentelijke premie”.

4 annexes / 4 bijlagen

Modèle attestation Logement intergénérationnel 2025.pdf, Modèle attestation Logement intergénérationnel 2025 NL.pdf, formulaire demande de prime 2025 NL.pdf, formulaire demande de prime 2025- FR.pdf

3 Taxes communales - Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur l'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2026, pour autant que la commune émette le souhait de

bénéficiaire de ce service avant le 30 juin 2025;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE:

Article 1^{er}

De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements touristiques, pour l'exercice d'imposition 2026.

Article 2

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Gemeentelijke belastingen - Belasting van de gewestelijke fiscale administratie met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 13, § 2;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/1;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2026 in zoverre de gemeente voor 30 juni 2025 de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2026.

Artikel 2:

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

4 **Taxes communales - Taxe sur l'affichage public - Exercices 2025 à 2030 inclus - Renouvellement et modifications.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes

physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Vu le règlement de la taxe sur l'affichage public établi par décision du Conseil communal du 29 juin 2022 pour les exercices 2022 à 2025 inclus ;

Attendu qu'il est nécessaire d'assurer la protection et la défense de l'environnement ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2025 à 2030 inclus, une taxe trimestrielle sur les affiches comportant de la publicité à des fins commerciales, culturelles, sociales ou sportives.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

- Trimestre : la période du 01-01 au 31-03, du 01-04 au 30-06, du 01-07 au 30-09 et du 01-10 au 31-12 ;
- Publicité à des fins commerciales : toute inscription, forme ou image destinée à promouvoir des produits, des services, des marques ;
- Publicité à des fins culturelles, sociales ou sportives : toute inscription, forme, image destinée à promouvoir des produits, des services, des événements, des manifestations à caractère culturel, social ou sportif ;
- Dispositif temporaire : tout support, espace ou moyen mis en œuvre, établi, aménagé ou utilisé afin de recevoir de la publicité, que ce soit par collage, agrafage, ancrage, peinture, accrochage, projection ou tout autre moyen et qui revêt un caractère occasionnel, événementiel ou momentané.

Article 3

Le taux de la taxe est fixé à :

- Affichage sur les dispositifs publicitaires privés appartenant à des agences ou à des tiers : 15,00 EUR le m² par affiche par mois avec un montant minimum de 100,00 EUR (TAUX 1).
- Affichage à des fins culturelles, sociales ou sportives : 10,00 EUR le m² par affiche par mois. (TAUX 2)

Le Collège échevinal se réserve le droit d'accorder l'exonération de la taxe sur l'affichage à des fins culturelles, sociales ou sportives lorsque l'affichage est d'intérêt général.

- Affichage sur les dispositifs temporaires : par affiche à partir de 1 m² de surface et plus, à 15,00 EUR le m² par semaine avec un montant minimum de 100,00 EUR. (TAUX 3)

Pour le calcul des surfaces imposables, toute fraction de surface est comptée pour une unité.

Les affiches qui sont exemptées du timbre de l'Etat sont exonérées de la taxe.

Article 4

La taxe est due par l'exploitant des panneaux ou mobilier urbain. L'annonceur du message qui y figure est solidaire de la taxe.

Article 5

Le relevé des affichages effectués doit être transmis à l'administration communale à la fin de chaque mois.

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlée simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 6

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe sera arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 7

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 8

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la

fiscalité locale.

Article 9

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 10

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 11

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2025, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 29 juin 2022.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Gemeentebelastingen - belasting op de openbare aanplakking - Dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gelet op het belastingreglement op de openbare aanplakking gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 29 juni 2022 voor dienstjaren 2022-2025 inbegrepen ;

Overwegende dat het noodzakelijk is de beveiliging en de bescherming van het leefmilieu te verzekeren;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen, een driemaandelijks belasting geheven op de aanplakking met commerciële, culturele, sociale of sportieve doelen.

Artikel 2

Voor de toepassing van onderhavig reglement, verstaat men onder:

- Driemaandelijks: de periode van 01-01 tot 31-03, van 01-04 tot 30-06, van 01-07 tot 30-09 en van 01-10 tot 31-12.
- Publiciteit met commercieel doeleinde: elk opschrift, elke vorm of afbeelding bestemd voor het promoten van producten, diensten, merken.

- Publiciteit met culturele, sociale of sportieve doeleinden: elk opschrift, elk vorm of afbeelding bestemd voor het promoten van producten, diensten, evenementen, manifestaties van culturele, sociale of sportieve aard.
- Tijdelijke inrichting: elke drager, ruimte of middel ingezet tot stand gebracht, ingericht of gebruikt om publiciteit te ontvangen, hetzij door aanplakking, nieten, verankering, schilderen, verven, vasthechting, projectie of elk ander middel en die een occasioneel, evenementgericht of tijdelijk karakter heeft.

Artikel 3

De belastingtarief is vastgesteld op:

- Aanplakking op reclame-uitrustingen die eigendom zijn van agentschappen of derden: 15,00 EUR per m² per affiche en per maand met een minimaal bedrag van 100,00 EUR (TARIEF 1)
- Aanplakking met culturele, sociale of sportieve doeleinden: 10,00 EUR per m² per affiche en per maand (TARIEF 2).

Het Schepencollege behoudt zich het recht voor een vrijstelling van de belasting toe te kennen op aanplakkingen met culturele, sociale of sportieve doeleinden, wanneer deze aanplakkingen van algemeen nut zijn.

- Aanplakking op tijdelijke uitrustingen: per affiche van 1 m² en meer, 15,00 EUR per m² en per week met een minimaal bedrag van 100,00 EUR (TARIEF 3).

Voor de berekening van de belastbare oppervlakten, zal elke fractie van een m² voor één eenheid beschouwd worden.

De aanplakbiljetten die van de Staatszegel ontheven zijn, worden van de belasting vrijgesteld.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de borden of van het stedelijk roerend goed. De aankondiger van het bericht dat geplaatst wordt is medeschuldenaar van het belasting.

Artikel 5

De opgave van de aanplakkingen moet voor het einde van elke maand naar het gemeentebestuur overgezonden worden.

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 6

De belasting wordt ingevorderd via kohier. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet dan betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 7

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, dit intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 8

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 9

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college

van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 10

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 11

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2025, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van

5 Taxes communales - Taxe sur les constructions et les reconstructions - Exercices 2025 à 2030 - Renouvellement et modification.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;
Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi Communale ;
Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;
Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;
Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;
Vu le règlement relatif à la taxe sur les surfaces de bureaux, établi par décision du Conseil communal du 20 janvier 2021 pour les exercices 2025 à 2030 inclus ;
Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) ;
Vu le règlement de la taxe sur les constructions et les reconstructions établi par décision du Conseil communal du 26 décembre 2022 pour les exercices 2023 à 2025 inclus ;
Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2025 à 2030 inclus, une taxe unique sur certains actes et travaux soumis à permis d'urbanisme à savoir :

§1. Les actes ou travaux de construction, reconstruction et transformation de toute nature, les changements de destination ou d'utilisation d'un bien bâti, nécessitant ou non des travaux, la modification du nombre de logements dans une construction existante:

- pour toute construction: 4,00 EUR par m² de surfaces de planchers faisant l'objet de la demande de permis.

Sont exclus du champ d'application de la présente taxe les travaux de rénovation intérieure portant exclusivement sur une modification structurelle (impliquant une modification de structure du bâtiment au niveau des baies, murs,...) sans porter sur le changement de destination, la modification du nombre de logements, la construction de volume supplémentaire dont le permis d'urbanisme a été octroyé antérieurement à la réalisation des travaux ;

§2. Pour toute modification du nombre de logements, la taxe est fixée à 300,00 EUR par logement supplémentaire.

§3. Les modifications de façade portant sur tout changement de grandeur ou de proportion des vides et des pleins, tout remplacement des châssis et toute adjonction d'éléments contre les façades (enseignes, auvents, volets,...) à l'exception des habillages, peintures, cimentages et travaux d'entretien :

- 30,00 EUR par m² de superficie globale de façade modifiée.

Sont exclus du champ d'application de la présente taxe les travaux de rénovation de façade dont le permis d'urbanisme a été octroyé antérieurement à la réalisation des travaux ;

§4. Les travaux de démolition d'une construction :

- 0,50 EUR par m³ du volume global de la démolition.

Sont exclus du champ d'application de la présente taxe les travaux de démolition effectués pour améliorer la perméabilité du terrain et dont le permis d'urbanisme a été octroyé antérieurement à la réalisation des travaux ;

§5. La modification de la destination ou de l'utilisation d'un bien non bâti, la modification du relief du sol (au niveau du terrain), l'utilisation habituelle d'un terrain pour le dépôt d'un ou plusieurs véhicules usagés, de mitraille, de matériaux ou de déchets, le stationnement de véhicules, en ce compris les véhicules ou remorques destinés à des fins publicitaires, le placement d'une ou de plusieurs installation(s) mobile(s) pouvant être utilisée(s) pour l'habitation, telles que roulottes, caravanes, véhicules désaffectés, tentes :

- 2,50 EUR par m² de superficie au sol.

§6. L'abattage d'arbres :

- 350,00 EUR par arbre à abattre.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- Surface de plancher : totalité des planchers mis à couvert et offrant une hauteur libre d'au moins 2,20 mètres dans tous les locaux, ainsi que les locaux situés sous le niveau du sol qui sont affectés au parcage, aux caves, aux équipements techniques et aux dépôts.

Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs des façades, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escaliers et d'ascenseurs.

- Superficie au sol : surface totale du terrain reprise dans la demande de permis d'urbanisme.
- Superficie globale de façade : la surface calculée en prenant en compte les largeurs et hauteurs hors-tout des éléments de façade modifiés.
- Volume global : le volume calculé en prenant en compte les mesures extérieures du bâtiment prises et les entre-axes des murs mitoyens, sous-sol et combles compris, toutes les surfaces externes comprises. Les surfaces couvertes mais latéralement ouvertes ne sont prises en compte que si elles sont supérieures à 6 m². Ce calcul s'applique également aux volumes annexes qu'ils forment ou non corps avec le bâtiment principal. Toute fraction d'un mètre est comptée

pour un mètre entier.

Article 3:

Mode de calcul de la taxe.

§1. Le montant de la taxe est obtenu en additionnant les montants dus pour chaque acte et travaux taxé conformément à l'article 1.

§2. Le montant total de la taxe ne pourra être inférieur à 250,00 EUR.

-En cas de travaux ou d'actes soumis à permis d'urbanisme réalisés en infraction au Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, le montant total de la taxe sera doublé, avec un minimum de 500,00 EUR, et ce sans préjudice des sanctions prévues par le CoBAT.

-En cas d'abattage d'arbre en infraction, le montant de la taxe sera de 2.000,00 EUR par arbre abattu et ce, sans préjudice des sanctions prévues par le CoBAT.

-En cas d'absence d'avertissement du début des travaux, le montant total de la taxe sera doublé (Art. 5 du permis d'urbanisme : le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège des Bourgmestre et Échevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes).

Article 4

La taxe est due par le(s) demandeur(s) du permis d'urbanisme qu'il(s) soi(en)t ou non propriétaire(s) du bien.

Si le bénéficiaire du permis d'urbanisme est une copropriété, chaque copropriétaire est redevable de la taxe selon les quotités prévues par l'acte de base de l'immeuble. Si aucune quotité n'est prévue, la taxe sera répartie proportionnellement au revenu cadastral de chaque partie d'immeuble.

L'aliénation de l'immeuble ne décharge pas les redevables originaires du paiement de la taxe à moins que le tiers acquéreur ou détenteur ait été dûment informé que le bien est frappé par la taxe et qu'il accepte expressément et sans réserve d'en être désormais l'unique redevable. A cette fin, le redevable originaire est tenu de notifier la preuve de cet accord à l'Administration communale dans les trente jours de la passation de l'acte authentique de mutation de la propriété de l'immeuble, par lettre recommandée à la poste. Aussi longtemps que pareille notification n'aura pas été faite, le redevable originaire sera seul réputé redevable de la taxe.

Article 5

Le titulaire du permis avisera l'Administration communale du démarrage des travaux de mise en œuvre du permis.

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle du début des travaux.

En cas de modification de la base taxable, celle-ci devra faire l'objet d'une modification préalable du permis.

Article 6

La taxe est perçue au comptant dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement. Elle est valablement acquittée par versement au compte courant de l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean ou contre remise d'une quittance.

A défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus, la taxe sera perçue par voie de rôle.

Article 7

Sont exonéré(e)s de la présente taxe :

- Les sociétés régionales ou locales agréées ayant pour objet la construction ou la location de logements sociaux, pour les constructions affectées au logement ;
- L'État, les provinces, la Région de Bruxelles-Capitale, citydev.brussels et les communes, pour les constructions affectées au logement.
- Les écoles, quel que soit leur statut

Article 8

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 9

Le redevable de l'imposition peut introduire une réclamation écrite, signée et motivée, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, rue Comte de Flandre, 20 à 1080 Bruxelles dans les trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition ou à compter de la date de la perception au comptant.

A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 10

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 11

Le présent règlement remplace, pour l'exercice 2025, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 26 décembre 2022.

Gemeentebelastingen - Belasting op het bouwen en herbouwen - Dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO);

Gelet op het belastingsreglement op het bouwen en herbouwen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 december 2022 voor de dienstjaren 2023 tot 2025 inbegrepen;

Overwegende dat onderhavige belasting als voornaamste doelstelling heeft de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de nodige financiële middelen te verschaffen voor de opdrachten en het beleid dat ze wenst te voeren, alsook te zorgen voor financieel evenwicht; dat bij het nastreven van deze doelstelling vanuit billijkheidsoverwegingen rekening dient te worden gehouden met de belastingcapaciteit van de belastingplichtigen, dit vanuit een legitieme bezorgdheid om de fiscale lasten op een rechtvaardige manier te verdelen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het nodig is om dit belastingsreglement te vernieuwen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen, een uniek belasting geheven op bepaalde handelingen en werken onderworpen aan een stedenbouwkundige vergunning, namelijk:

§1. Handelingen of werken voor het bouwen, het herbouwen en transformatie van allerlei aard, veranderingen van bestemming of het gebruik van een gebouw goed waarvoor al dan niet werken vereist zijn, wijziging van het aantal woningen in een bestaande constructie:

- voor iedere constructie: 4,00 EUR per m² oppervlakte van de plankenvloeren waarvoor de vergunningsaanvraag wordt gedaan.

Zijn uitgesloten van het toepassingsgebied van huidige belasting de binnenhuis renovatiewerken die uitsluitend betrekking hebben op een structurele wijziging (houdende een wijziging van de structuur van het gebouw betreffende de openingen, muren, ...) zonder dat dit een wijziging inhoudt van de bestemming, van het aantal woningen, de bouw van een bijkomend volume, waarvoor de stedenbouwkundige vergunning toegekend werd vóór de uitvoering van de werken;

§2. Voor elke wijziging van het aantal woningen wordt de vergoeding vastgesteld op 300 EUR per extra woning.

§3. Wijzigingen aan de gevel die betrekking hebben op alle wijzigingen qua grootte van, of verhouding tussen de lege en opgevolde delen, iedere vervanging van het lijstwerk, en iedere toevoeging van elementen tegen de gevels (uithangborden, luifels, luiken, ...) met uitzondering van belegstukken, schilderwerken, cementering en onderhoudswerken:

- 30,00 EUR per m² van de globale oppervlakte van de gewijzigde gevel:

Zijn uitgesloten van het toepassingsgebied van huidige belasting de renovatiewerken aan de gevel waarvoor de stedenbouwkundige vergunning toegekend werd vóór de uitvoering van de werken;

§4. Afbraakwerken van een constructie:

1,50 EUR per m³ van het globale afbraakvolume.

Zijn uitgesloten van het toepassingsgebied van huidige belasting de afbraakwerken uitgevoerd om de doordringbaarheid van de grond te verbeteren en waarvoor de stedenbouwkundige vergunning toegekend werd vóór de uitvoering van de werken;

§5. Een wijziging van de bestemming of het gebruik van een onbebouwd goed, een wijziging van het vloerrelief (ter hoogte van het terrein), het gewoonlijk gebruik van een terrein voor het deponeren van een of meer gebruikte voertuigen, schroot, materialen of afvalstoffen, het parkeren van voertuigen, waaronder de voertuigen of bijwagens bestemd voor publicitaire doeleinden, het plaatsen van een (of meer) mobiele installatie(s) die kan/kunnen worden gebruikt om er in te wonen, zoals woonwagens, caravans, buiten dienst gestelde voertuigen, tenten :

- 2,50 EUR per m² vloeroppervlakte

§6. Het kappen van bomen:

- 350,00 EUR per te kappen boom.

Artikel 2

Voor de toepassing van onderhavig reglement, wordt verstaan onder:

- Oppervlakte van de plankenvloer : totaliteit van de oppervlakte van de overdekte plankenvloeren, en een vrije hoogte biedend van minstens 2,20 meter in alle lokalen, ook de lokalen die zich bevinden onder het niveau van de vloer, die bestemd zijn voor parkeren, als kelders, voor technische voorzieningen en als depots.

De afmetingen van de plankenvloeren worden gemeten vanaf de naakte buitenkant van de gevelmuren, daar van de plankenvloeren wordt verondersteld dat ze doorlopen, zonder rekening te houden met een onderbreking door de scheidingswanden en binnenmuren, door de bekledingen, trapzalen en liften.

- Vloeroppervlakte: totale oppervlakte van het terrein die in de aanvraag van stedenbouwkundige vergunning wordt opgenomen
- Globale geveleoppervlakte: de oppervlakte die wordt berekend, rekening houdend met de totale breedten en hoogten van de gewijzigde gevelelementen
- Globaal volume : het volume dat wordt berekend, rekening houdend met de maten die genomen zijn aan de buitenkant van het gebouw, en de afstand tussen de tussenmuren, kelder- en dakverdieping inbegrepen, alle externe oppervlakten inbegrepen. Met de oppervlakten die overdekt zijn, maar aan de zijkanten open zijn, wordt enkel rekening gehouden als ze groter zijn dan 6m². Deze berekening wordt ook toegepast op de bijkomende volumes, ongeacht of ze al dan niet één geheel vormen met het hoofdgebouw. Iedere breuk van een meter wordt geteld voor een volledige meter.

Artikel 3

Wijze van berekening van de belasting:

§ 1. Het bedrag van de belasting wordt verkregen door optelling van de bedragen die verschuldigd zijn voor elke overeenkomstig artikel 1 belaste handeling en arbeid.

§ 2. Het totale bedrag van de belasting mag niet lager zijn dan 250,00 EUR:

- Bij werken of handelingen onderworpen zijn aan een stedenbouwkundige vergunning, die **een inbreuk** vormen op het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, wordt het totaal bedrag van de belasting verdubbeld, met een minimum van 500,00 EUR, en dit, onverminderd de sancties die vastgelegd zijn in het BWRO.
- Bij het **kappen van een boom in overtreding**, bedraagt de belasting 2.000,00 EUR per gekapte boom, en dit, onverminderd de sancties voorzien door het BWRO.
- Bij **gebrek aan verwittiging** bij aanvang van de werken wordt het totale bedrag van de belasting verdubbeld. (Art. 5 van de stedenbouwkundige vergunning: de houder van de vergunning verwittigt, via aangetekend schrijven, het College van Burgemeester en Schepenen en de afgevaardigde ambtenaar van de aanvang van de toegestane werken of handelingen, en dit, minstens acht dagen vóór de aanvang van deze werken of handelingen.)

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de aanvrager van de stedenbouwkundige vergunning, ongeacht of hij eigenaar van het onroerend goed is.

Indien de begunstigde van de stedenbouwkundige vergunning een mede-eigendom betreft, is de belasting verschuldigd door iedere mede-eigenaar, volgens de verdelingen vastgesteld in de basisakte van het gebouw. Indien er geen verdelingen voorzien zijn, wordt de belasting onderverdeeld in functie van het kadastraal inkomen van ieder deel van het gebouw.

Bij vervreemding van het gebouw is er voor de oorspronkelijke verschuldigden geen kwijtschelding van betaling van de belasting, tenzij de derde verwerver of bezitter er naar behoren over ingelicht is dat er op het goed een belasting wordt

geheven, en dat hij uitdrukkelijk en zonder voorbehoud aanvaardt dat hij voortaan de enige verschuldigde is. Hiervoor is de oorspronkelijke verschuldigde ertoe gehouden om binnen dertig dagen na het verlijden van de authentieke akte van mutatie van de eigendom van het gebouw via een ter post aangetekend schrijven aan het Gemeentebestuur kennis te geven van het bewijs van dit akkoord. Zolang een dergelijke kennisgeving niet heeft plaatsgevonden, is de oorspronkelijke verschuldigde als enige de belasting verschuldigd.

Artikel 5

De houder van de vergunning verwittigt het Gemeentebestuur van de aanvang van de uitvoeringswerken voor de vergunning. De belastingplichtige dient de controle op de aanvang van de werkzaamheden te vergemakkelijken. Bij een wijziging van de belastbare basis moet de vergunning op voorhand gewijzigd worden.

Artikel 6

De belasting wordt contant ingevorderd, binnen twee maanden na de verzending van de verwittiging. Ze wordt op geldige wijze vereffend door overschrijving op de zichtrekening van het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek, of tegen afgifte van een kwijting.

Bij ontstentenis van betaling binnen de hiervoor vastgestelde termijn wordt de belasting ingevoerd via kohier.

Artikel 7

Worden vrijgesteld van de huidige belasting:

- de erkende regionale of lokale ondernemingen die zich bezighouden met de bouw of verhuur van sociale woningen, voor constructies die gericht zijn op huisvesting;
- de Staat, provincies, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, citydev.brussels en de gemeenten, bij constructies gericht op huisvesting.
- Scholen, ongeacht hun statuut.

Artikel 8

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, deinvordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 9

De verschuldigde van de belasting kan een schriftelijk, ondertekend en gemotiveerd bezwaar indienen, dat wordt aangeboden bij het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, Graaf van Vlaanderenstraat 20, te 1080 Brussel, binnen drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of vanaf de kennisgeving van de aanslag of vanaf de datum van de contante inning.

Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 10

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 11

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2025, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 26 december 2022.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

6 Taxes communales - Taxe sur les magasins de nuit - Exercices 2025 à 2030 inclus - Modification.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2002 relatif aux changements d'utilisation soumis à permis d'urbanisme ;

Vu le règlement de la taxe sur les magasins de nuit, établi par décision du Conseil communal du 20 janvier 2021 pour les exercices 2021 à 2025 inclus ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Considérant que les magasins de nuit engendrent des nuisances sonores pour les habitants et des troubles à l'ordre public, de nature à causer un surcoût de travail pour les forces de l'ordre et les services communaux ; qu'il est dès lors légitime de faire contribuer spécialement les exploitants de ce type de commerces au financement des missions de la commune ;

Considérant qu'il existe une communauté d'intérêts entre le propriétaire et le locataire de tels biens et que celle-ci justifie qu'ils soient tenus solidairement au paiement de la taxe instaurée par le présent règlement ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2025 à 2030 inclus, une taxe annuelle sur les magasins de nuit situés sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par « magasin de nuit » : un magasin qui vend des produits d'alimentation générale, d'entretien ou de boissons sous quelque forme ou conditionnement que ce soit, ouvert entre 21h00 et 7h00.

Article 3

Le taux est fixé, à 2.500,00 EUR par an par magasin de nuit.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelque cause que ce soit.

Article 4

La taxe est due par l'exploitant du commerce. Les données enregistrées à la Banque Carrefour des Entreprises et celles reprises dans les fichiers du Cadastre font foi.

Le propriétaire du bien où l'activité économique a lieu, personne physique ou morale, est codébiteur du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 5

Le propriétaire du magasin, l'exploitant du magasin et le propriétaire de l'immeuble sont tenus de déclarer toute activité économique aux autorités communales préalablement à celle-ci. Ils sont obligés de fournir tous les documents et autorisations à l'autorité communale à la première demande.

Les redevables sont également tenus d'accorder libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires spécialement désignés à cet effet et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de l'imposition.

L'administration communale adresse à chaque entreprise en activité, un formulaire de déclaration qui devra être complété, dûment signé et renvoyé dans les délais fixés par l'autorité communale avec les copies conformes des autorisations requises. Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition les éléments nécessaires à la taxation. La

déclaration reste valable jusqu'à révocation.

A défaut de déclaration, en cas de déclaration incomplète et pour les entreprises dont la conformité avec l'ensemble de la réglementation en vigueur n'est pas établie, un procès-verbal constatant l'activité économique est établi. Le constat d'activité économique se fera par un fonctionnaire assermenté qui rédige un procès-verbal à cet effet. Ce procès-verbal d'activité économique sera équivalent au constat d'ouverture d'un magasin de nuit. Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 6

En cas de fermeture administrative de l'établissement à titre temporaire ou définitif à titre de sanction par le collège des Bourgmestre et échevins, en application de l'article 119bis de la Nouvelle loi communale, les redevables ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 7

Chaque modification ou cessation d'activité économique doit être communiquée immédiatement et par lettre recommandée à l'administration communale sous responsabilité des redevables.

Article 8

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur la base du procès-verbal tel que défini à l'article 5 du présent règlement.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlée simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 10

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 12

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 13

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;

• communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 14

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2025, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 20 janvier 2021.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Gemeentebelastingen - Belasting op de nachtwinkels - Dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en Wijzing.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 12 december 2002 betreffende de aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen wijzigingen van gebruik.

Gelet op het reglement der belasting op de nachtwinkels gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 januari 2021 voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen ;

Overwegende dat de nachtwinkels geluidsoverlast veroorzaken voor de inwoners alsook moeilijkheden voor de openbare orde, zodanig dat er een werkoverlast ontstaat voor de orde- en de gemeentediensten; dat het aldus rechtmatig is om de uitbaters van dit soort zaken financieel te laten bijdragen ten gunste van de gemeente;

Overwegende er een belangengemeenschap bestaat tussen de eigenaar en de huurder van de goederen en dat dit het rechtvaardigt dat ze solidair zijn wat betreft de betaling van de belasting vastgesteld door huidig reglement;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen, een jaarlijkse belasting geheven op nachtwinkels gelegen op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek.

Artikel 2

Voor de toepassing van het huidig reglement, moet er onder "nachtwinkels" verstaan worden: elke winkel die in algemene voedingswaren, onderhoudsproducten of dranken handelt onder om het even welke vorm, en die tussen 21u00 en 7u00 open is.

Artikel 3

Het bedrag van de belasting wordt vastgesteld op 2.500,00 EUR per per jaar per nachtwinkel.

Er wordt geen enkele korting of teruggave van de belasting gedaan voor welke reden dan ook.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de uitbater. De gegevens die in de Kruispuntbank van Onderneming registreert zijn en de inlichtingen bevat in het register van het Kadaster, zijn rechtsgeldig.

De eigenaar van het goed, waar economische activiteit plaatsvindt, natuurlijke- of rechtspersoon, is medeschuldenaar voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 5

De eigenaar van de handelszaak, de uitbater ervan alsook de eigenaar van het pand zijn ertoe gehouden voorafgaandelijk aan elke economische activiteit aangifte hiervan te doen bij de

gemeentelijke overheid. Ze zijn verplicht alle nodige documenten en vergunningen voor te leggen op eerste verzoek van de gemeentelijke overheid.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt ugeoefend, aan de daartoe speciaal aangewezen ambtenaren voorzien van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren. Het gemeentebestuur stuurt naar alle bedrijven in uitbating een aangifteformulier dat binnen de door de gemeentelijke overheid vastgestelde periode dient ingevuld, ondertekend en teruggestuurd te worden, samen met de eensluidende afschriften van de noodzakelijke vergunningen. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangt, dient aan het gemeentebestuur, uiterlijk op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar de gegevens mee te delen die nodig zijn voor het heffen van de belasting. De aangifte blijft van kracht tot herroeping. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Bij gebreke aan aangifte, bij onvolledigheid ervan en bij bedrijven waarvan de conformiteit met het geheel van de geldende wetgeving niet is vastgesteld, wordt een proces-verbaal van vaststelling van economische activiteit opgesteld. De vaststelling van economische activiteit zal geschieden door een beëdigd ambtenaar die daartoe een proces-verbaal opstelt. Dit proces-verbaal van vaststelling van economische activiteit wordt gelijkgesteld met vaststelling van opening van een nachtwinkel. De opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 6

In geval van tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van de zaak omwille van een sanctie van het College van Burgemeester en schepenen krachtens artikel 119 bis van de Nieuwe Gemeentewet, kunnen de belastingplichtigen op geen enkele schadeloosstelling aanspraak maken.

Artikel 7

Elke wijziging of stopzetting van economische activiteit dient onder verantwoordelijkheid van de belastingplichtigen onmiddellijk en per aangetekend schrijven te worden meegedeeld aan het gemeentebestuur.

Artikel 8

De belasting is ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Bij gebrek aan aangifte binnen de in de verordening gestelde termijn, of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht op basis van het proces-verbaal zoals gedefinieerd in artikel 5 van huidig reglement.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 9:

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 10

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 12

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie

maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 13

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 14

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2025, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 20 januari 2021.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

7 **Taxes communales - Taxe sur les terrains non bâtis - Exercice 2025 à 2030 - Renouvellement et modification.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (CoBAT) du 13 mai 2004 ;

Vu le règlement de la taxe sur les terrains non bâtis, établi par décision du Conseil communal du 20 janvier 2021 pour les exercices 2021 à 2025 ;

Attendu que la Commune a établi le présent règlement conformément à l'article est 282 du CoBAT, qui est issu lui-même de l'article 70bis loi organique du 29 mars 1962 de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme ; que les travaux préparatoires relatifs à l'introduction de cet article 70bis justifie la possibilité pour les communes de frapper d'une taxe les terrains non bâtis situés de la manière suivante :

« Préoccupé de mettre en place un dispositif permettant de mener une politique foncière efficace, le texte du présent projet de loi rappelle aux communes la possibilité qu'elles ont de frapper d'une taxe les terrains non bâtis situés dans le périmètre d'un permis de lotir non périmé. [...]

L'opportunité de cette disposition se justifie pour diverses raisons.

Elle assure, en premier lieu, une meilleure mobilisation des terrains, aujourd'hui trop souvent gelés, pour des motifs de spéculation. L'on connaît le cas de cette commune, où dans la partie agglomérée, sur près de 100 ha de terrains, situés le long de voiries publiques, il y a près de 95% des terrains qui font l'objet, de la part de leurs propriétaires, d'une véritable rétention à la vente et où la commune est désarmée, faute d'une arme fiscale adéquate.

Comme, d'autre part, l'adoption des plans d'aménagement tend inévitablement à limiter l'extension de l'habitat, cette mesure constituera, moyennant une politique foncière active, un des éléments importants d'une politique d'aménagement, conformément à la justice distributive.

En évitant la dispersion de l'habitat, elle assure une rentabilité meilleure des investissements publics en matière d'infrastructure en général, et en particulier, de création et d'équipement de voiries. Le fait qu'une proportion importante des voies publiques reste non construite entraîne, en effet, des effets défavorables en ce qui concerne l'organisation rationnelle et la rentabilisation des services publics qu'ils soient communaux ou autres.

Sur le plan esthétique enfin, elle évite l'aspect peu heureux des voiries dans les quartiers agglomérés des communes où restent, pendant des années, des vides et des pignons nus, très peu esthétiques » (Projet de loi modifiant la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, Sénat, session 1968-1969, 2 octobre 1969, doc n°559, pp.56-57).

Attendu qu'il ressort donc des travaux préparatoires précités que l'objectif du législateur était d'assurer une meilleure mobilisation des terrains à bâtir, trop souvent gelés pour des motifs de spéculation ; Que cet objectif justifie que soient visés uniquement les terrains non bâtis constructibles ;

Attendu que les exonérations reprises à l'article 6, §1^{er} du présent règlement sont prévues par l'article 282 du CoBAT ;

Attendu que l'exonération des terrains utilisés à des fins agricoles et horticoles s'explique par le fait que ces terrains sont, par la nature particulière de leur affectation, effectivement exploités et non pas gelés à des fins notamment de spéculation ; qu'il se justifie dès lors de les exonérer de la taxe sous peine au surplus de pénaliser les agriculteurs ;

Attendu que l'exonération des sociétés régionales et locales de logements sociaux se justifie par les missions spécifiques de services publics qui sont les leurs ;

Attendu que l'exonération des propriétaires d'un seul terrain non bâti à l'exclusion de tout autre bien immobilier, mais uniquement durant les 5 années qui suivent l'acquisition du bien, est à mettre en lien avec le but de la taxe qui est d'inciter les propriétaires à mettre en vente leurs terrains à bâtir ; que le délai de 5 ans pendant lequel l'exonération est accordée permet à celui qui devient propriétaire d'un terrain non bâti de pouvoir concevoir son projet de construction, d'accomplir les démarches préalables à l'introduction d'une demande de permis et enfin d'obtenir un permis et de le mettre en œuvre ;

Attendu qu'est accordée une exonération de la taxe aux propriétaires de terrains qui ont introduit leur première demande de permis durant les 5 années qui suivent l'acquisition du bien ; que l'on peut raisonnablement supposer que le contribuable ne maintient pas le caractère non-bâti d'un terrain constructible dans une intention spéculative dans de telles circonstances ;

Attendu que le délai de 5 ans est le délai fixé à l'article 282 du CoBAT, qui a valeur de loi ;

Attendu que l'on peut supposer raisonnablement que le redevable qui se voit délivrer un permis d'urbanisme sur son terrain non bâti pour la première fois n'est pas animé par une intention spéculative ; qu'il est donc justifié de lui accorder une exonération jusqu'à l'expiration de la validité de celui-ci ;

Attendu que l'exonération des terrains affectés à l'exercice d'une activité professionnelle, industrielle ou commerciale concerne les terrains qui, bien que constructibles, sont utilisés notamment à des fins d'entreposage, de stockage ou de surface de parking, de sorte que le maintien de leur caractère non-bâti est animé d'une intention autre que spéculative ;

Qu'au vu des buts poursuivis par le règlement-taxe, l'exonération est bien justifiée et proportionnelle ;

Considérant que l'objectif également poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la progressivité des taux au cours des trois premières années vise à dissuader le maintien du caractère non-bâti du terrain constructible à des fins de spéculation ;

Considérant que l'imposition minimale prévue à l'article 4 alinéa 2 du présent règlement vise à assurer une rentabilité minimum au regard du coût de la perception de la taxe ;

Considérant qu'il y a lieu d'augmenter le taux de la présente taxe et de prévoir que ce taux sera majoré de 2,5% par an jusqu'en 2030 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2025 à 2030 inclus, une taxe annuelle sur les terrains constructibles et non bâtis.

Article 2

Au sens du présent règlement, on entend par :

Terrain constructible : parcelle susceptible d'être édifiée conformément aux plans urbanistiques en vigueur, c'est-à-dire de supporter des constructions.

Terrain non-bâti : parcelle libre de toute construction mise sous toit au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La parcelle cadastrale en est l'unité d'identification visée par l'article 472 du CIR 1992.

Est assimilée à un terrain non-bâti, la construction inachevée pour laquelle le permis d'urbanisme est annulé.

Article 3

Le taux de la taxe est fixé à :

- Pour la première année d'imposition : 15,00 EUR par mètre carré de superficie et par an telle qu'indiquée dans la matrice cadastrale du terrain concerné ;
- Pour la deuxième année d'imposition : 20,00 EUR par mètre carré de superficie et par an telle qu'indiquée dans la matrice cadastrale du terrain concerné ;
- À partir de la troisième année d'imposition : 30,00 EUR par mètre carré de superficie et par an telle qu'indiquée dans la matrice cadastrale du terrain concerné ;

Le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2,5 % par an, conformément au tableau ci-dessous:

	Exercice 2026	Exercice 2027	Exercice 2028	Exercice 2029	Exercice 2030
Première année d'imposition	15,38 EUR	15,76 EUR	16,15 EUR	16,56 EUR	16,97 EUR
Deuxième année d'imposition	20,50 EUR	21,01 EUR	21,54 EUR	22,08 EUR	22,63 EUR
Troisième année d'imposition	30,75 EUR	31,52 EUR	32,31 EUR	33,11 EUR	33,94 EUR

Une imposition minimale est fixée à 500,00 EUR par terrain constructible et non bâti tel que défini à l'article 3 du présent règlement.

Article 4

La taxe est due par le(s) propriétaire(s) ou le(s) titulaire(s) de droits réels sur le terrain ou sur l'immeuble au 1er janvier de l'exercice d'imposition, c'est-à-dire :

- par le propriétaire ;
- par l'emphytéote, en cas d'emphytéose et par le superficiaire, en cas de superficie. A défaut de paiement par l'emphytéote ou le superficiaire, le tréfoncier est tenu d'acquitter la taxe ;
- par l'usufruitier en cas d'usufruit. A défaut de paiement par l'usufruitier, le nu-propriétaire est tenu d'acquitter la taxe.

En cas de copropriété, la taxe est due pour la totalité du terrain, que l'ensemble des copropriétaires détiennent ; Chaque copropriétaire est solidairement responsable du paiement de la totalité de la taxe.

En cas de non-paiement de la taxe à l'échéance par le redevable enrôlé, les autres titulaires d'un droit réel de propriété principal ou accessoire seront les codébiteurs de la taxe au sens du Code de recouvrement amiable et forcé susvisé.

Article 5

§1^{er}. En exécution de l'article 282 du CoBAT sont exonérés de la taxe :

- les propriétaires d'un seul terrain non bâti à l'exclusion de tout autre bien immobilier ; La dispense ne vaut que durant les cinq années qui suivent l'acquisition du bien.
- les sociétés régionales et locales ayant pour objet la construction de logements sociaux.
- Les terrains sur lesquels il n'est pas permis de bâtir en vertu d'une décision de l'autorité ou lorsqu'il n'est pas possible de le faire ou lorsque les terrains sont effectivement utilisés à des fins agricoles et horticoles .

§2. Sont également exonérés :

- Les terrains utilisés effectivement dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle, industrielle ou commerciale. La preuve de l'affectation professionnelle doit être apportée par le contribuable.
- Les terrains pour lesquels un permis d'urbanisme ou d'environnement a été introduit auprès de l'autorité compétente durant les cinq années qui suivent l'acquisition du bien. La demande de permis doit avoir pour finalité la réalisation d'une construction sur le terrain non-bâti. Le contribuable doit communiquer l'ensemble des documents relatifs à la demande de permis afin que l'administration puisse disposer d'un dossier complet et, à défaut, les pièces manquantes au dossier ne doivent pas être la conséquence d'une négligence du titulaire de la demande de permis.

L'exonération n'est valable que pour la première demande effectuée, à moins que malgré le fait qu'un permis ait déjà été introduit, le redevable n'a pas encore pu bénéficier de l'exonération ;

- Les terrains pour lesquels un permis d'urbanisme ou d'environnement est ou a été délivré pour la première fois au

redevable. L'exonération vaut pour la durée de validité du permis, incluant les prolongations éventuelles.

Article 6

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule est tenu d'en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 7

Le contribuable est tenu de notifier immédiatement à l'administration communale, par lettre recommandée, toute modification pouvant intervenir dans le recouvrement de la taxe.

Article 8

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlé simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

-

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 10

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 12

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 13

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 14

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2025, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 20 janvier 2021.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Gemeentebelastingen - Belasting op de niet-bebouwde gronden - Dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gelet op het Brusselse Wetboek Inzake Ruimtelijke Ordening (BWRO) van 13 mei 2004;

Gelet op het belastingreglement op de niet-bebouwde gronden, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 januari 2021 voor de dienstjaren 2021 tot 2025 inbegrepen;

Overwegende dat de gemeente het huidig reglement heeft opgesteld overeenkomstig artikel 282 van de BWRO, dat zelf voortvloeit uit artikel 70bis van de organieke wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en stedenbouw; dat de voorbereidende werkzaamheden met betrekking tot de invoering van dit artikel 70bis de mogelijkheid voor de gemeenten rechtvaardigt om een belasting te heffen op niet-bebouwde gronden op de volgende wijze:

"Met het oog op de invoering van een mechanisme dat het mogelijk maakt een doeltreffend grondbeleid te voeren, herinnert de tekst van dit wetsontwerp de gemeenten aan de mogelijkheid om een belasting te heffen op niet-bebouwde gronden die zich binnen de grenzen van een niet vervallen verkavelingsvergunning bevinden. [...]

De wenselijkheid van deze bepaling is om verschillende redenen gerechtvaardigd.

In de eerste plaats zorgt het voor een betere mobilisatie van gronden, die nu te vaak worden bevroren voor speculatieve doeleinden. We kennen het geval van deze gemeente, waar in de bebouwde gedeelten, op bijna 100 ha gronden, gelegen langs de openbare weg, bijna 95% van de gronden is onderworpen aan een echte retentie op de verkoop en waar de gemeente wordt ontwapend, bij gebrek aan een adequaat fiscaal wapen.

Aangezien de vaststelling van plannen inzake de ruimtelijke ordening onvermijdelijk leidt tot een beperking van de uitbreiding van woongelegenheden, zal deze maatregel door middel van een actief grondbeleid één van de belangrijke elementen van een beleid inzake ruimtelijke ordening vormen, in overeenstemming met het beginsel van verdelende rechtvaardigheid.

Door de verspreiding van woongelegenheden te voorkomen, zal het voor een beter rendement van overheidsinvesteringen in infrastructuur in het algemeen, en in het bijzonder in de aanleg en uitrusting van wegen, zorgen. Het feit dat een groot deel langs de openbare wegen niet-bebouwd blijft, heeft negatieve gevolgen voor de rationele organisatie en de rentabiliteit van de openbare diensten, of het nu gaat om gemeentelijke of andere diensten.

Ten slotte vermijdt het vanuit esthetisch oogpunt het ongelukkige aspect van de wegen in de bebouwde gebieden waar jarenlang lege ruimtes en kale gevels blijven staan, die zeer onaantrekkelijk zijn" (wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 maart 1962 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening en stedenbouw, Senaat, zitting 1968-1969, 2 oktober 1969, doc n°559, pp.56-57).

Overwegende dat uit de bovengenoemde voorbereidende werkzaamheden blijkt dat de wetgever zich ten doel heeft gesteld een beter gebruik van construeerbare gronden te waarborgen, die te vaak om redenen van speculatie bevroren is; dat deze doelstelling rechtvaardigt dat alleen niet-bebouwde construeerbare gronden in aanmerking komen;

Overwegende dat de in artikel 6, §1, van het huidige reglement bedoelde vrijstellingen zijn opgenomen in artikel 282 van het BWRO;

Overwegende dat de vrijstelling van gronden die voor land- en tuinbouwdoeleinden worden gebruikt, wordt verklaard door het feit dat deze grond, door de bijzondere aard van het gebruik ervan, daadwerkelijk worden gebruikt en niet worden bevroren, met name voor speculatieve doeleinden; dat het derhalve gerechtvaardigd is deze grond van de belasting vrij te stellen, omdat de landbouwers anders worden benadeeld;

Dat de vrijstelling van regionale en lokale sociale huisvestingsmaatschappijen gerechtvaardigd is door de specifieke taken van openbare dienstverlening die zij uitvoeren;

Dat de vrijstelling van eigenaars van één enkel niet-bebouwde grond bij uitsluiting van enige ander onroerend goed, maar

alleen telt gedurende de 5 jaren na de verwerving van het onroerend goed, dit moet worden gekoppeld aan het doel van de belasting, namelijk eigenaars ertoe aan te zetten hun construeerbare grond te koop aan te bieden; dat de periode van 5 jaar waarin de vrijstelling wordt verleend, de persoon die eigenaar wordt van een niet-bebouwde grond in staat stelt om zijn bouwproject te ontwerpen, de voorafgaande stappen voor de aanvraag van een vergunning te voltooien en ten slotte een vergunning te verkrijgen en deze uit te voeren ;

Overwegende dat een vrijstelling van de belasting wordt verleend aan eigenaars van gronden die hun eerste vergunningsaanvraag binnen 5 jaar na de verwerving van het onroerend goed hebben ingediend; dat redelijkerwijs kan worden aangenomen dat de belastingplichtige het onbebouwde karakter van een bouwperceel met speculatieve bedoelingen in dergelijke omstandigheden niet handhaaft;

Overwegende dat de periode van 5 jaar de termijn is die is vastgesteld in artikel 282 van de BWRO, die kracht van wet heeft;

Overwegende dat redelijkerwijs kan worden aangenomen dat de betalingsplichtige die voor het eerst een bouwvergunning voor zijn niet-bebouwde grond krijgt, niet door speculatieve bedoelingen wordt gedreven; dat het derhalve gerechtvaardigd is hem een ontheffing te verlenen tot het verstrijken van de geldigheidsduur ervan ;

Overwegende dat de vrijstelling van gronden die worden gebruikt voor de uitoefening van een professionele, industriële of commerciële activiteit betrekking heeft op gronden die, hoewel ze bebouwbaar zijn, met name worden gebruikt voor opslag, stockage, of als parkeerplaats, zodat het behoud van het onbebouwde karakter ervan wordt ingegeven door een andere dan speculatieve bedoeling;

Dat de vrijstelling, gelet op de doelstellingen die met dit belastingreglement worden nagestreefd, gerechtvaardigd is en proportioneel is;

Overwegende dat deze belasting ook tot doel heeft de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de nodige financiële middelen te verschaffen voor haar opdrachten en het beleid dat zij wil voeren, alsook haar financieel evenwicht te verzekeren, en dat het bij het nastreven van dit doel billijk lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, met het oog op een billijke verdeling van de belastingdruk ;

Overwegende dat de progressiviteit van de tarieven gedurende de eerste drie jaren bedoeld is om het behoud van het onbebouwde karakter van construeerbare gronden voor speculatieve doeleinden te ontmoedigen;

Overwegende dat de in artikel 4, lid 2, van dit reglement bedoelde minimumbelasting bedoeld is om een minimumrendement in verhouding tot de kosten van de inning van de belasting te waarborgen ;

Gezien de financiële situatie van de gemeente;

Overwegende dat het tarief van deze belasting moet worden verhoogd en dat dit tarief tot 2030 met 2,5% per jaar zal worden verhoogd;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen, een jaarlijkse belasting geheven op de construeerbare en niet-bebouwde gronden.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement verstaat men :

"Construeerbare grond": perceel grond dat kan worden bebouwd volgens de geldende stedenbouwkundige plannen, d.w.z. constructies dragen.

"Niet-bebouwde grond": perceel grond die vrij is van enige constructie onder dak op 1 januari van het aanslagjaar . Het kadastraal perceel is de identificatie-eenheid overeenkomstig artikel 472 van het WIB1992.

De onvoltooide bouw waarvan de bouwvergunning is geannuleerd, wordt gelijkgesteld met een niet-bebouwde grond.

Artikel 3

Het tarief van de belasting wordt vastgesteld op:

- voor het eerste belastingsjaar: 15,00 EUR per vierkante meter oppervlakte en per jaar zoals vermeld in de kadastrale gegevens van de betreffende grond;
- voor het tweede belastingsjaar: 20,00 EUR per vierkante meter oppervlakte en per jaar zoals vermeld in de kadastrale gegevens van de betreffende grond;
- vanaf het derde belastingsjaar: 30,00 EUR per vierkante meter oppervlakte en per jaar zoals vermeld in de kadastrale gegevens van de betreffende grond

De jaarlijkse tarief, vastgesteld op 1 januari, zal worden geïndexeerd met 2,5 % per jaar, overeenkomstig onderstaande tabel:

	Dienstjaar 2026	Dienstjaar 2027	Dienstjaar 2028	Dienstjaar 2029	Dienstjaar 2030
Eerste belastingsjaar	15,38 EUR	15,76 EUR	16,15 EUR	16,56 EUR	16,97 EUR
Tweede belastingsjaar	20,50 EUR	21,01 EUR	21,54 EUR	22,08 EUR	22,63 EUR
Derde belastingsjaar	30,75 EUR	31,52 EUR	32,31 EUR	33,11 EUR	33,94 EUR

Er is een minimale aanslag van 500,00 EUR vastgesteld per construeerbare en niet-bebouwde grond zoals omschreven in artikel 3 van huidig reglement.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de eigenaar(s) of de houder(s) van zakelijke rechten op de grond of op het gebouw op 1 januari van het aanslagjaar van de heffing, namelijk:

- door de eigenaar.
- door de erfpachter in geval van erfpacht, door de opstalhouder ingeval van recht van opstal. Bij gebrek aan betaling door de erfpachter of de opstalhouder is de grondeigenaar verplicht de belasting te betalen;
- door de vruchtgebruiker, in geval van vruchtgebruik. Wanneer de vruchtgebruiker niet betaalt, is de blote eigenaar verplicht de belasting te betalen.

In het geval van mede-eigendom is de belasting verschuldigd voor de gehele grond, dat in handen is van alle mede-eigenaars; elke mede-eigenaar is solidair aansprakelijk voor de betaling van de volledige belasting.

Artikel 5

§1 Overeenkomstig artikel 282 van de BWRO zijn volgende zaken vrijgesteld van de belasting:

- zij die eigenaar zijn van één enkele niet-bebouwde grond bij uitsluiting van enig ander onroerend goed; verleende ontheffing geldt slechts gedurende de vijf dienstjaren die volgen op de verwerving van het goed.
- de gewestelijke en plaatselijke maatschappijen voor volkswoningbouw.
- Gronden waarop krachtens een overheidsbeslissing niet mag worden gebouwd, of wanneer het niet mogelijk is om het te doen, of wanneer de gronden werkelijk voor land- en tuinbouw worden gebruikt.

§2 Ook de volgende zijn vrijgesteld:

- Gronden die daadwerkelijk wordt gebruikt voor de uitoefening van een professionele, industriële of commerciële activiteit. Het bewijs van het professionele gebruik moet door de belastingplichtige worden geleverd.
- Gronden waarvoor een bouwvergunning of milieuvergunningaanvraag werd ingediend bij de bevoegde autoriteit gedurende de vijf jaren die volgen op de verwerving van het onroerend goed. De vergunningsaanvraag moet als doel hebben de realisatie van een constructie op de niet-bebouwde grond. De belastingplichtige moet alle documenten met betrekking tot de vergunningsaanvraag meedelen zodat de administratie over een volledig dossier kan beschikken en bij gebrek daaraan mogen de ontbrekende documenten in het dossier niet het gevolg zijn van nalatigheid van de titularis van de vergunningsaanvraag. De vrijstelling geldt alleen voor de eerste aanvraag die wordt ingediend, tenzij de betalingsplichtige, ondanks het feit dat er al een vergunning is aangevraagd, nog niet van de vrijstelling heeft kunnen genieten;
- Gronden waarvoor een bouwvergunning of milieuvergunning voor het eerst is of werd afgeleverd aan de belastingplichtige. De vrijstelling geldt voor de geldigheidsduur van de vergunning, met inbegrip van eventuele verlengingen.

Artikel 6

Het gemeentebestuur stuurt een aangifteformulier naar de belastingplichtige, die dit document, behoorlijk ingevuld en ondertekend, vóór de vermelde vervaldatum, dient terug te sturen. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen voor 31 december van het betreffende belastingjaar. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Artikel 7

De belastingplichtige is verplicht het Gemeentebestuur te verwittigen, per aangetekend schrijven, van alle veranderingen die kunnen tussenkomen bij de invordering van de belasting.

Artikel 8

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohier. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 10

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, deinvordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 12

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet. Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 13

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 14

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2025, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 20 januari 2021.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

Renouvellement et modification.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Vu le règlement de la taxe sur les emplacements de parking, établi par décision du Conseil communal du 16 mars 2022 pour les exercices 2022 à 2025 inclus;

Considérant qu'il appartient à l'autorité communale, dans le cadre de son autonomie fiscale et sous le contrôle de l'autorité de tutelle, de déterminer les éléments constitutifs des impôts qu'elle établit, soit les bases, l'assiette et le taux des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins auxquels elle estime devoir pourvoir, sous la réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ;

Considérant que la commune a jugé nécessaire d'établir une taxe sur les emplacements de parking accessibles au public, de manière à pouvoir se procurer des recettes supplémentaires destinées à financer ses dépenses ;

Considérant que les exploitants d'emplacements de parking connexes à une activité commerciale, industrielle, artisanale ou, plus généralement, économique peuvent faire bénéficier leurs utilisateurs de toutes les infrastructures communales mises à leur disposition, en ce compris les voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable pour la commune ; que ces avantages constituent une plus-value pour les exploitants de ces emplacements de parking ; qu'il est donc logique et raisonnable que ces derniers contribuent au financement des infrastructures publiques mises à leur disposition ;

Considérant toutefois qu'il y a lieu d'exonérer de la présente taxe les parkings exploités ou gérés par des personnes morales de droit public ou par des personnes qui poursuivent une finalité sociale, bénévole ou philanthropique étant donné que leur situation est objectivement différente de celle des entreprises poursuivant un but lucratif, de par la nature des activités, de leur financement et des règles qui les régissent ; que l'autorité communale n'entend pas entraver des missions d'intérêt général ou d'utilité publique ;

Considérant que la commune entend assigner à la présente taxe un objectif accessoire de mobilité visant à inciter les exploitants d'emplacements de parking à une utilisation optimale desdits emplacements et ce par le biais d'une réduction de la taxe en cas de partage des emplacements de parking au bénéfice des riverains qui en ont besoin en dehors des heures d'ouverture normales des entreprises ou commerces ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2025 à 2030 inclus, une taxe sur les emplacements de parking connexes à une activité commerciale, industrielle, artisanale ou desservant des bureaux ainsi que sur l'exploitation commerciale d'emplacements de parking.

La taxe établie par le présent règlement ne concerne pas le stationnement sur la voirie publique.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- "emplacement de parking", une surface délimitée destinée au stationnement d'un véhicule motorisé, située dans un espace clos ou à l'air libre, sur ou dans un bien immobilier, mise à disposition à titre gratuit ou onéreux par toute personne physique ou morale et affectée à l'accueil, soit de personnes qui y travaillent, soit de clients, soit de fournisseurs, soit de visiteurs;

- "emplacements de parking exploités commercialement": emplacements de parking exploités par une personne physique ou morale lorsqu'ils sont exclusivement réservés à une personne, de manière ininterrompue, moyennant contrepartie pécuniaire.

Article 3

La taxe est due par l'exploitant des emplacements de parking.

Article 4

La taxe est due indépendamment d'une utilisation effective des emplacements de parkings. Elle est calculée en fonction du nombre d'emplacements et est due à partir du 3ème emplacement de parking.

Article 5

Le taux annuel de la taxe est fixé à 340,00 EUR par emplacement de parking par an.

La taxe est due au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition et en entier pour toute l'année. Elle ne peut être fractionnée, proportionnellement ou non, à des parties d'années.

Article 6

Une réduction de 50 % du taux par emplacement est accordée aux personnes physiques ou morales qui exploitent des emplacements de parking connexes à une activité commerciale, industrielle, artisanale ou desservant des bureaux lorsqu'elles mettent leurs emplacements de parking à disposition des riverains en dehors des heures d'ouverture normales de leur entreprise ou de leur commerce et ce pendant au moins 10 heures consécutives.

Cette réduction porte exclusivement sur les emplacements mis à disposition des riverains en dehors des heures d'ouverture normales des entreprises ou commerces.

Le redevable devra indiquer, sur le formulaire de déclaration visé à l'article 8, le nombre d'emplacements de parking mis à disposition de riverains et produire, à l'appui de sa déclaration, une copie de la ou des conventions qu'il aura conclue(s) avec un ou plusieurs riverains pour la mise à disposition desdits emplacements.

La réduction prévue au présent article ne sera en aucun cas applicable aux emplacements de parking exploités commercialement, tels que définis à l'article 2.

Article 7

Sont exonérés de la présente taxe :

-les parkings utilisés ou exploités par les personnes morales de droit public lorsqu'ils relèvent du domaine public ou reçoivent une affectation de service public, eu égard à la jurisprudence de la Cour de Cassation ;

-les parkings exploités ou gérés par des personnes morales de droit public ou par des personnes qui poursuivent une finalité sociale, bénévole ou philanthropique, à l'exception des parkings exploités par des personnes poursuivant un intérêt strictement personnel ou lucratif.

Sont également exonérés de la taxe:

-les emplacements pour handicapés avec un maximum de :

- 1 emplacement pour des parkings de 1 à 10 emplacements
- 2 emplacements pour des parkings de 11 à 20 emplacements
- 4 emplacements pour des parkings d'une capacité supérieure à 20 emplacements

-les emplacements pour voitures électriques avec borne pour recharger.

Article 8

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'administration communale dans les 10 jours ouvrables qui suivent ladite modification.

Article 9

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

En cas de taxation d'office, la taxe est établie sur la base des données dont la commune dispose.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlé simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office

Article 10

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration, notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet.

Article 11

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 12

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôts directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 13

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 14

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 15

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 16

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2025, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 16 mars 2022.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Gemeentebelastingen - Belasting op op de parkeerplaatsen - Dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en wijzing.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen

invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, als gewijzigd ;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gelet op het belastingsreglement op de parkeerplaatsen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 16 maart 2022 voor de dienstjaren 2022 tot 2025 inbegrepen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid, in het kader van haar fiscale autonomie en onder toezicht van de toezichthoudende overheid, de elementen dient te bepalen van belastingheffingen die ze vestigt, hetzij de grondslag en het tarief van de heffingen waarvan ze de noodzakelijkheid waarneemt in verband met de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, onder voorbehoud opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om aan de gemeentes te verbieden bepaalde belastingen te heffen;

Overwegende dat de gemeente het nodig achtte een belasting te heffen op de parkeerplaatsen toegankelijk aan het publiek, teneinde zich bijkomende inkomsten te verschaffen bestemd voor de financiering van haar uitgaven;

Overwegende dat de uitbaters van de parkeerplaatsen verwant aan een commerciële, industriële, ambachtelijke of, meer algemeen, economische activiteit, hun gebruikers kunnen laten genieten van alle gemeentelijke infrastructuur ter hun beschikking gesteld, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een bepaalde en niet te verwaarlozen kost voorstelt voor de gemeente; dat deze voordelen een meerwaarde betekenen voor de uitbaters van deze parkeerplaatsen; dat het dus logisch en redelijk is dat deze laatsten bijdragen tot de financiering van de ter hun beschikking gestelde openbare infrastructuur;

Overwegende evenwel dat er moet overgegaan worden tot vrijstellingen voor deze belasting van de parkings uitgebaat of beheerd door publiekrechtelijke rechtspersonen of door personen met een maatschappelijk, vrijwillig of liefdadig doel, aangezien hun situatie objectief gezien verschillend is dan deze van de ondernemingen met winstgevend oogmerk, door de aard van de activiteiten, hun financiering en regelgevingen; dat de gemeentelijke overheid de missies van algemeen belang of openbaar nut niet wenst te belemmeren;

Overwegende dat de gemeente een bijkomende doelstelling van mobiliteit wil toewijzen aan deze belasting, bedoeld om de uitbaters van parkeerplaatsen aan te sporen om optimaal gebruik te maken van deze plaatsen, en dit, via een vermindering van de belasting in geval van de verdeling van de parkeerplaatsen ten voordele van de bewoners die ze nodig hebben buiten de normale openingsuren van bedrijven of handelszaken.

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen, een belasting geheven op de parkeerplaatsen verwant aan een commerciële, industriële, ambachtelijke activiteit of voor het gebruik van kantoorgebouwen alsook op de commerciële uitbating van parkeerplaatsen.

De belasting gevestigd door dit reglement betreft niet het parkeren op de openbare weg.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement, dient verstaan te worden onder:

- “parkeerplaats”, een afgebakende oppervlakte bestemd voor het parkeren van een gemotoriseerd voertuig, gelegen in een gesloten ruimte of in de open lucht, op of in een onroerend goed, gratis of tegen betaling ter beschikking gesteld door iedere natuurlijke of rechtspersoon en bedoeld voor het onthaal, hetzij van personen die er werken, hetzij van klanten, hetzij van leveranciers, hetzij van bezoekers;
- “commercieel uitgebate parkeerplaatsen”: parkeerplaatsen uitgebaat door een natuurlijke of rechtspersoon wanneer deze uitsluitend voorbehouden zijn aan één persoon, ononderbroken, in ruil voor een geldelijke compensatie.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de parkeerplaatsen.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd onafhankelijk van een effectief gebruik van de parkeerplaatsen.

Ze wordt berekend in functie van het aantal plaatsen en is verschuldigd vanaf de 3^{de} parkeerplaats.

Artikel 5

De jaarlijkse tarief van de belasting wordt vastgesteld op 340,00 EUR per parkeerplaats.

De belasting is verschuldigd op 1 januari van het aanslagjaar en in haar geheel voor het hele jaar.

Ze kan niet opgesplitst worden, verhoudingsgewijs of niet, tussen de gedeeltes van het jaar.

Artikel 6

Een vermindering van 50 % van de aanslagvoet per plaats wordt toegekend aan natuurlijke of rechtspersonen die parkeerplaatsen uitbaten verwant aan een commerciële, industriële, ambachtelijke activiteit of voor het gebruik van kantoorgebouwen wanneer ze hun parkeerplaatsen ter beschikking stellen van de bewoners buiten de normale openingsuren van hun bedrijf of handelszaak, en dit, gedurende minstens 10 opeenvolgende uren.

Deze vermindering betreft uitsluitend de plaatsen ter beschikking gesteld van de bewoners buiten de normale openingsuren van bedrijven of handelszaken.

De belastingplichtige moet op het aangifteformulier bedoeld in artikel 8, het aantal parkeerplaatsen vermelden die ter beschikking gesteld zijn van de bewoners en, ter ondersteuning van zijn aangifte, een kopie bezorgen van de overeenkomst(en) die hij heeft afgesloten met één of meerdere bewoners voor de terbeschikkingstelling van de voornoemde plaatsen.

De vermindering voorzien in dit artikel zal in geen geval van toepassing zijn op de commercieel uitgebate parkeerplaatsen, zoals beschreven in artikel 2.

Artikel 7

Worden vrijgesteld van deze belasting:

- de parkings gebruikt of uitgebaat door publiekrechtelijke rechtspersonen wanneer deze behoren bij het openbaar domein of een bestemming van openbare dienstverlening krijgen, gezien de rechtspraak van het Hof van Cassatie;
- de parkings uitgebaat of beheerd door publiekrechtelijke rechtspersonen of door personen met een maatschappelijk, vrijwillig of liefdadig doel, uitgezonderd de parkings uitgebaat door personen die een uitsluitend persoonlijk of winstgevend belang beogen.

Worden eveneens vrijgesteld van de belasting:

- de parkeerplaatsen voor gehandicapte personen met een maximum van:
 - 1 parkeerplaats voor de parkings met 1 tot 10 plaatsen
 - 2 parkeerplaatsen voor de parkings met 11 tot 20 plaatsen
 - 4 parkeerplaatsen voor de parkings met een grotere capaciteit dan 20 plaatsen
- de parkeerplaatsen voor elektrische wagens met een oplaadpunt.

Artikel 8

Het gemeentebestuur betekent een aangifteformulier aan de belastingplichtige, dat deze laatste naar behoren ingevuld en ondertekend dient terug te sturen vóór de uiterste datum die vermeld op voornoemd formulier.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangt, dient aan het gemeentebestuur, uiterlijk op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar de gegevens mee te delen die nodig zijn voor het heffen van de belasting. De aangifte blijft van kracht tot herroeping. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Elke wijziging van de belastbare basis dient betekend te worden aan het gemeentebestuur binnen de 10 werkdagen die op de genoemde wijziging volgen.

Artikel 9

Het niet aangegeven binnen de voorziene termijn, of een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte leidt tot ambtshalve inkohiering van de belasting.

In geval van ambtshalve inkohiering, wordt de belasting opgesteld op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 10

De belastingplichtige is ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken, met name door de levering van alle documenten en inlichtingen die hem hiervoor zouden gevraagd worden.

Artikel 11

De belasting wordt ingevoerd via kohier. Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 12

De belasting dient betaald te worden binnen de 2 maanden na verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek aan betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, deze intrestvoet wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 13

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet. Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 14

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 15

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 16

Dit reglement en vervangt, vanaf het dienstjaar 2025, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 16 maart 2022.

De Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

9 **Taxes communales - Taxe sur les panneaux publicitaires - Exercices 2025 à 2030 inclus - Renouvellement et modification.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;
Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;
Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;
Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;
Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;
Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire du 9 avril 2004 publié au Moniteur Belge le 26 mai 2004 ;
Vu le règlement de la taxe sur les panneaux publicitaires, établi par décision du Conseil communal du 29 juin 2022 pour les exercices 2022 à 2025 inclus ;
Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;
Considérant que le présent règlement a comme objectif de réduire les nuisances visuelles portées à l'espace public et qu'il est manifeste que la Commune a des compétences en matière urbanistique et environnementale ;
Considérant que les exonérations visées par le présent règlement sont justifiées eu égard à l'intérêt général poursuivi ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Considérant qu'il n'est pas discriminatoire de distinguer les supports lumineux et non lumineux, afin d'avoir un effet dissuasif sur les supports ayant une forte visibilité publicitaire susceptible de représenter un danger pour les usagers de la route ;
Considérant qu'il y a lieu, par conséquent, de décourager l'utilisation des supports qui permettent le défilement de publicités successives ainsi que les outils publicitaires ayant certaines caractéristiques qui influencent la perception visuelle et le comportement de conduite des usagers de la route en raison d'une distraction visuelle et cognitives accrues, augmentant considérablement les risques d'accidents ;
Considérant que les taux sont raisonnables et proportionnels aux bénéfices générés par ce type d'installations de sorte qu'il ne peut être reproché à la Commune qu'il n'a pas été tenu compte de la capacité contributive des contribuables ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2025 à 2030 inclus, une taxe annuelle sur les panneaux publicitaires exploités à des fins commerciales.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, on entend par:

« *dispositif publicitaire* », tout support en quelque matériau que ce soit, situé le long de la voie publique, visible de celle-ci, destiné à recevoir la publicité, par collage, agrafage, peinture, projection, ou par tout autre moyen graphique, quel que soit la technologie utilisée ;

"*supports de publicité*": toute construction en quelque matériau que ce soit, située le long de la voie publique ou à tout endroit à ciel ouvert, visible d'une voie publique, destinée à recevoir la publicité par collage, agrafage, peinture ou tout autre moyen, y compris les murs ou parties de murs et les clôtures louées ou employées dans le but de recevoir de la publicité, ainsi que les supports porteurs d'affiches lumineuses ou non ou par projection lumineuse. Les supports de publicité comprennent également, pour les applications mobiles et fixes, les variantes numériques telles que les journaux lumineux, les murs de LED, etc., qui comportent ou non des textes fixes et mobiles ou d'autres symboles et qui peuvent être contre paiement ou non mis à la disposition des parties intéressées à la diffusion du message publicitaire. En ce qui concerne les murs ou parties de mur sur lesquels les publicités sont apposées, la surface totale couverte doit être considérée comme un seul support, même si plusieurs publicités s'y trouvent.

Article 3

Les taux annuels de la taxe sont fixés à :

- 40,00 EUR / par tranche de 0,25 mètre carré/ dispositif non lumineux et non éclairé (taux 1);
- 500,00 EUR par tranche de 0,25 mètre carré/ dispositif lumineux et/ou numérique (taux 2)

Le taux de la taxe est calculé par 0,25 m² de surface utile, c'est à dire la surface susceptible d'être utilisée pour l'affichage, à l'exclusion de l'encadrement.

Pour les dispositifs publicitaires équipés de plusieurs faces publicitaires, le taux de la taxe est multiplié par le nombre de faces publicitaires.

Lorsque la surface du dispositif publicitaire diffère de la surface publicitaire visible, la taxe est calculée sur base de la surface publicitaire visible.

Article 4

La taxe est due en entier pour toute l'année en cours, quelle que soit la date à partir de et jusqu'à laquelle il y a utilisation du panneau.

Il ne sera accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Article 5

La taxe est due par la personne physique ou morale, au nom de laquelle et/ou au profit de laquelle le dispositif publicitaire est présenté ou à défaut le détenteur du dispositif publicitaire ;

Le propriétaire du dispositif publicitaire comportant plusieurs publicités ou permettant la présentation successive de plusieurs publicités et la personne physique ou morale qui autorise ou tolère le placement du panneau sur l'immeuble qu'elle occupe ou dont elle est propriétaire sont codébiteurs de la taxe.

Article 6

Sont exonérés :

- Les panneaux installés en un lieu donné qui font connaître le commerce ou l'industrie qui s'y exploitent ;
- Les panneaux utilisés pour leur compte personnel par une personne morale de droit public, une ASBL ou un organisme d'utilité publique ne poursuivant aucun but lucratif ;
- Les panneaux placés occasionnellement lors de fêtes locales ;
- Les panneaux électoraux placés par la commune.

Article 7

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule est tenu d'en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

Le redevable est tenu, le cas échéant, de notifier à l'administration communale, les modifications, déplacements ou suppressions de panneaux intervenus en cours d'exercice.

Article 8

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlée simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôles. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 10

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 11

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 12

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer

par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;

- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 13

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2025, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 29 juin 2022.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Gemeentebelastingen - Belasting op de reclameborden - Dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening van 9 april 2004, verschenen in het Belgisch Staatsblad van 26 mei 2004;

Gelet op het belastingsreglement op de reclameborden vastgelegd door de beslissing van de Gemeenteraad van 29 juni 2022 voor de dienstjaren 2022 tot 2025;

Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen, en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Overwegende dat bij het onderhavig reglement wordt gestreefd naar een vermindering van de visuele hinder voor de openbare ruimte, en dat de Gemeente uiteraard bevoegdheden heeft op stedenbouwkundig en milieuvlak;

Overwegende dat de vrijstellingen bedoeld door het onderhavig reglement gerechtvaardigd worden gelet op het beoogde algemeen nut;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het niet discriminerend is om lichtgevende en niet-lichtgevende uitrustingen te onderscheiden, om een ontradend effect te hebben op deze met een hoge zichtbaarheid van de reclame omdat die waarschijnlijk een gevaar voor de weggebruiker vormt;

Overwegende dat het gebruik van uitrustingen die het scrollen van opeenvolgende reclameboodschappen mogelijk maken, bijgevolg moet worden ontmoedigd, evenals reclamemiddelen met bepaalde kenmerken die de visuele waarneming en het rijgedrag van weggebruikers beïnvloeden als gevolg van een verhoogde visuele en cognitieve afleiding, waardoor het risico op ongevallen aanzienlijk toeneemt;

Overwegende dat de tarieven redelijk zijn en zeker in verhouding staan tot de winsten die door dit type installatie worden gegenereerd, zodat aan de gemeente niet kan worden verweten geen rekening te hebben gehouden met de draagkracht van de belastingbetalers;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen, een jaarlijkse belasting geheven op reclameborden die voor commerciële doeleinden gebruikt worden.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

"*publiciteitsinrichting*", elke drager in ongeacht welk materiaal die langs de openbare weg geplaatst is en die zichtbaar is vanaf de openbare weg en die bestemd is om er publiciteit op aan te brengen door aanplakking, nieten, beschildering, projectie of enig ander grafisch middel, ongeacht de gebruikte technologie;

Onder "*publiciteitsonderstellen*" wordt verstaan elke constructie in eender welk materiaal, geplaatst langs de openbare weg of op een plaats in open lucht die zichtbaar is vanaf de openbare weg, waarop reclame wordt aangebracht door aanplakking, vasthechting, schildering of door elk ander middel, met inbegrip van de muren of gedeelten van muren en de omheiningen die gehuurd of gebruikt worden om er reclame op aan te brengen, evenals de onderstellen waarop verlichte en niet-verlichte reclameborden of lichtbeelden vertoond worden. Onder publiciteitsonderstellen worden ook, voor zowel mobiele als vaste toepassingen, de digitale varianten gerekend, zoals lichtkranten, LED-walls, ... die al dan niet vaste, wijzigende of bewegende teksten en andere symbolen dragen en die al dan niet tegen een vergoeding ter beschikking gesteld worden van

geïnteresseerden, die een boodschap willen verspreiden. Voor de muren of gedeelten ervan waarop reclame wordt aangebracht, moet de totale bedekte oppervlakte beschouwd worden als één bord of publiciteitsonderstel ook indien er verschillende reclames op voorkomen.

Artikel 3

De jaarlijkse belastingtarieven worden vastgesteld op:

- 40,00 EUR / per gedeelte van 0,25 m² / per niet lichtgevende of niet verlichte uitrustingen (TARIEF 1);
- 500,00 EUR / per gedeelte van 0,25 m²/ per lichtgevende en/of digitale uitrustingen (TARIEF 2);

Het bedrag van de belasting wordt berekend per 0,25 m² van de nuttige oppervlakte, dat wil zeggen de oppervlakte die kan gebruikt worden voor reclame, met uitzondering van de omlijsting.

Voor de reclameborden voorzien van meerdere zijden met reclame, wordt het bedrag van de belasting vermenigvuldigd met het aantal zijden met reclame.

Voor digitale reclameborden of reclameborden uitgerust met een systeem waarmee meerdere reclames op eenzelfde zijde achtereenvolgens worden getoond, wordt de belasting verviervoudigd.

Indien de oppervlakte van het reclamebord verschillend is dan de zichtbare oppervlakte met reclame, wordt de belasting berekend op basis van de zichtbare oppervlakte met reclame.

Artikel 4

De belasting is geheel verschuldigd voor het hele lopende jaar, ongeacht sinds wanneer en tot wanneer het reclamebord gebruikt wordt.

Er wordt geen enkele vermindering of teruggave toegestaan ongeacht de reden.

Artikel 5

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon in naam van wie en/of ten gunste van wie de publiciteitsinrichting wordt voorgesteld of zo niet de houder van de publiciteitsinrichting;

De eigenaar van de publiciteitsinrichting die meerdere publiciteitsboodschappen bevat of waarmee wisselende publiciteitsboodschappen weergegeven kunnen worden en de natuurlijke of rechtspersoon die de plaatsing van het bord op het gebouw dat hij betreft of bezit toelaat of gedooft zijn medeschuldnaars van de belasting.

Artikel 6

Worden vrijgesteld:

- De reclameborden die op een bepaalde plaats de uitoefening van een handel of een bedrijf aankondigen;
- De borden gebruikt voor eigen rekening, door een publiekrechtelijke persoon, door een VZW of door een instelling van openbaar nut die geen winstoogmerk nastreeft;
- De borden geplaatst ter gelegenheid van lokale feesten;
- De verkiezingspanelen geplaatst door de gemeente.

Artikel 7

Het gemeentebestuur stuurt een verklaringsformulier naar de belastingplichtige, die dit document, behoorlijk ingevuld en ondertekend, vóór de erin vermelde vervaldatum, dient terug te sturen. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen vóór 31 december van het betreffende dienstjaar.

De belastingplichtige betekent, in voorkomend geval, aan het Gemeentebestuur, de wijzigingen, verplaatsingen of verwijderingen van borden die in de loop van het jaar plaatsvonden.

Artikel 8

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 10

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 11

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een

bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 12

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 13

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2025, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 29 juni 2022.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

10 **Taxes communales - Taxe sur les salles de fêtes, de spectacles et de divertissements exploitées par des personnes ou entités privées - Exercices 2025 à 2030 inclus - Renouvellement et modification.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Vu le règlement relatif à la taxe sur les salles de fêtes, de spectacles et de divertissements exploités par des personnes ou entités privées, établi par décision du Conseil communal du 20 janvier 2021 pour les exercices 2021 à 2025 inclus ;

Considérant que l'objectif principal poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ; que dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la présence de salles de fêtes, de spectacles et de divertissements situées sur le territoire de la commune et exploitées par des personnes ou entités privées est susceptible d'engendrer des charges supplémentaires pour la commune, notamment en matière de maintenance et de sécurisation des voiries ainsi qu'en terme de renforcement de la surveillance policière sans qu'il y ait une contrepartie financière ;

Considérant toutefois que des exonérations de la présente taxe sont prévues en raison de l'intérêt général ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune de Molenbeek-Saint-Jean, pour les exercices 2025 à 2030 inclus, une taxe sur les salles de fêtes, de spectacles et de divertissements exploitées par des personnes ou entités privées.

Article 2

Par « salle de fêtes, de spectacles et de divertissements », il y a lieu d'entendre toute salle exploitée dans un but de lucre pour organiser des fêtes, des représentations ou spectacles accessibles au public dans le but de divertir ou de distraire.

Article 3

Sont exonérés de l'application du présent règlement :

- les salles communales ;
- les salles se trouvant dans les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics ;
- les salles affectées à des activités culturelles, sportives ou touristiques, poursuivies sans but de lucre et subventionnées ou agréés par les pouvoirs publics ;
- les premiers 75 m² de la surface brute totale des salles ;
- les parkings.

Article 4

La taxe est calculée sur base de la superficie brute totale de la salle. Le taux est fixé à 10,00 EUR par m², par an et par salle.

La taxe est due au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition et en entier pour toute l'année. Elle ne peut être fractionnée, proportionnellement ou non, à des parties d'années.

Article 5

La taxe est due par le propriétaire du lieu où est organisé la fête, le spectacle ou le divertissement.

Article 6

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration, la compléter dûment, la signer et la renvoyer à l'administration communale dans un délai de 10 jours ouvrables qui suivent ladite modification.

Article 7

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlée simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 8

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder libre accès aux immeubles susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires spécialement désignés à cet effet et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

Article 10

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 12

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être

signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens. Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 13

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 14

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2025, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 20 janvier 2021.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Gemeentebelastingen - Belasting op de feestzalen en de zalen voor vertoningen en ontspanning, uitgebaat door particulieren of private rechtsvormen - Dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gelet op het belastingsreglement op de feestzalen en de zalen voor vertoningen en ontspanning, uitgebaat door particulieren of private rechtsvormen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 januari 2021 voor de dienstjaren 2021 tot 2025 inbegrepen;

Overwegende dat onderhavige belasting als voornaamste doelstelling heeft de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de nodige financiële middelen te verschaffen voor de opdrachten en het beleid dat ze wenst te voeren, alsook te zorgen voor financieel evenwicht; dat bij het nastreven van deze doelstelling vanuit billijkheidsoverwegingen rekening dient te worden gehouden met de belastingcapaciteit van de belastingplichtigen, dit vanuit een legitieme bezorgdheid om de fiscale lasten op een rechtvaardige manier te verdelen;

Overwegende dat de aanwezigheid van feestzalen en zalen voor vertoningen en ontspanning, gevestigd op het grondgebied van de gemeente en uitgebaat door particulieren of private rechtsvormen, bijkomende kosten voor de gemeente met zich kan meebrengen, met name inzake

onderhoud en beveiliging van de wegen, alsook wat betreft de versterking van de politiebewaking, zonder dat er een financiële compensatie is;
Overwegende echter dat er vrijstellingen voor deze belasting voorzien zijn met het oog op het algemeen belang;
Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen een belasting ingevoerd ten gunste van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, op de feestzalen en de zalen voor vertoningen en ontspanning, uitgbaat door particulieren of private rechtsvormen.

Artikel 2:

Onder « feestzalen en zalen voor vertoningen en ontspanning » dient iedere zaal te worden verstaan die met winstoogmerk gebruikt wordt voor het organiseren van feesten, voorstellingen of vertoningen, toegankelijk voor het publiek, met ontspanning of vermaak als doel.

Artikel 3

Worden vrijgesteld van de toepassing van onderhavig reglement:

- de gemeentelijke zalen;
- de zalen die zich in onderwijsinstellingen bevinden, ingericht of gesubsidieerd door de openbare overheden;
- de zalen bedoeld voor culturele, sportieve of toeristische activiteiten, uitgeoefend zonder winstoogmerk en gesubsidieerd of erkend door de openbare overheden;
- de eerste 75 m² van de totale bruto oppervlakte van de zalen;
- de parkings.

Artikel 4

De belasting wordt berekend op basis van de totale bruto oppervlakte van de zaal. Het tarief wordt voor het jaar 2021 vastgesteld op 10,00 EUR per m², per jaar en per zaal.

De belasting is verschuldigd op 1 januari van het belastingjaar, en in haar geheel voor het hele jaar. Ze kan niet, al dan niet verhoudingsgewijs, in gedeeltes van jaren onderverdeeld worden.

Artikel 5

De belasting is verschuldigd door de eigenaar van de plaats waar het feest, het spektakel of de vertoning georganiseerd wordt.

Artikel 6

Het gemeentebestuur betekent een aangifteformulier aan de belastingplichtige, dat deze laatste naar behoren ingevuld en ondertekend dient terug te sturen vóór de uiterste datum die op het genoemde formulier vermeld staat. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangt, dient aan het gemeentebestuur, uiterlijk op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar de gegevens mee te delen die nodig zijn voor het heffen van de belasting. De aangifte blijft van kracht tot herroeping. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Bij een wijziging van de belastbare basis moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen, dit naar behoren invullen, ondertekenen en binnen een termijn van 10 werkdagen volgend op deze wijziging terugsturen naar het gemeentebestuur.

Artikel 7

Het niet aangeven binnen de voorziene termijn, of een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte leidt tot ambtshalve inkohiering van de belasting.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 8

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen zijn er eveneens toe gehouden vrije toegang te verschaffen tot de gebouwen die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten, of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de ambtenaren die daar speciaal voor aangeduid worden, en die hun brief betreffende de aanduiding bij zich hebben, dit met het oog op het vaststellen of controleren van de belastbare basis.

Artikel 9

De belasting wordt ingevoerd via kohier. Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige

ontvangt kosteloos een aanslagbiljet.

Artikel 10

De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, dit intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, deinvordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 12

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet. Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 13

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 14

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2025, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 20 januari 2021.

De Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

11 **Taxes communales - Taxe sur les surfaces de bureaux - Exercices 2025 à 2030 inclus - Renouvellement et modification.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;
Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;
Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;
Vu le règlement relatif à la taxe sur les surfaces de bureaux, établi par décision du Conseil communal du 20 janvier 2021 pour les exercices 2025 à 2030 inclus ;
Considérant que nonobstant les pouvoirs qui ont été confiés à la Région, les communes ont conservé toutes leurs compétences en matière d'urbanisme et de politique du logement ;
Considérant que la présente taxe poursuit des objectifs urbanistiques évidents tendant à enrayer le processus d'envahissement des bureaux, en particulier dans les zones réservées au logement ; que cette prolifération, a un impact négatif sur la sécurité des quartiers désertés par les habitants ;
Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces habitables affectés à des bureaux ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2025 à 2030 inclus, une taxe annuelle sur les surfaces de bureaux installées sur le territoire de la commune.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

«*surface de bureaux*», tout espace, occupé ou non, susceptible de servir au traitement de l'information, dans le cadre d'une activité professionnelle. Cette affectation des surfaces à des fins de bureaux peut résulter des faits ou d'un permis d'urbanisme ;

«*information*», tout objet de connaissance ou de mémoire (textes, rapports, études, conférences, données comptables, statistiques, brevets, sons, images, etc...). Cette information peut être contenue non seulement dans des documents, fichiers informatiques, mais aussi dans des échantillons, prototypes ou archives ;

«*surface brute de plancher*», la totalité des planchers mis à couvert, à l'exclusion des locaux situés sous le niveau du sol qui sont affectés au parcage, aux caves, aux équipements techniques et aux dépôts. Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs de façade, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escalier et ascenseurs.

La surface imposable est la surface brute de plancher hors sol mentionnée ci-dessus.

Article 3

Sont exonérés de la taxe :

A) les surfaces :

- exploitées dans un logement par l'occupant qui y vit et y exerce une profession d'indépendant ou une profession libérale;
- servant aux cultes, aux établissements d'enseignement, aux hôpitaux, aux cliniques, aux dispensaires et œuvres de bienfaisance ;
- occupées par les personnes de droit public, à l'exception des surfaces utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales.

B) les premiers 40 m² de la surface brute totale des bureaux.

Article 4

L'impôt a pour base la surface brute des planchers des bureaux.

Article 5

Le taux de la taxe sera établi selon les paliers suivants:

- de 0 à 99 m²: 19 € /m²
- plus de 99 m²: 25 € / m²

Article 6

La taxe est due par l'occupant des bureaux.

Le propriétaire du bien, personne physique ou morale, est codébiteur du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 7

En cas de cessation ou de début d'occupation de surfaces de bureaux en cours d'exercice, la taxe est établie sur base du nombre effectif de mois d'occupation.

Pour l'application des présentes dispositions, tout mois commencé compte en entier.

Article 8

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 9

En cas de modification de la base d'imposition, une nouvelle déclaration devra être établie dans les dix jours.

Toute nouvelle occupation de bureaux dans le courant d'un exercice doit être déclarée dans le même délai de dix jours.

Le contribuable est tenu de notifier immédiatement à l'administration communale, par lettre recommandée, toute cession ou cessation d'activité.

Article 10

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlée simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 11

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires spécialement désignés à cet effet et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 12

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 13

A défaut de paiement de la taxe sans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 14

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 15

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 16

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 17

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2025, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 20 janvier 2021.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Gemeentebelastingen - Belasting op de kantooroppervlakten - Dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117,118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gelet op het belastingsreglement op de kantooroppervlakten gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 januari 2021 voor de dienstjaren 2021 tot 2025 inbegrepen;

Overwegende dat, ondanks de bevoegdheden die aan het Gewest toegekend zijn, de gemeentes al hun bevoegdheden behouden hebben betreffende de stedenbouw en het woonbeleid;

Overwegende dat deze belasting duidelijke stedenbouwkundige doelstellingen nastreeft die trachten de overrompeling van kantoren tegen te gaan, in het bijzonder in de zones gereserveerd voor woonplaatsen; dat deze overrompeling een negatief effect heeft op de veiligheid van de wijken verlaten door de inwoners;

Overwegende dat er moet overgegaan worden tot de compensatie van de verliezen die voortkomen uit de inkomsten van de opcentiemen die niet geïnd worden op de belasting van natuurlijke personen voor de personen die deze woonplaatsen zouden kunnen bezet hebben, en die als kantoor bestemd zijn;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat dit belastingsreglement moet vernieuwen worden ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen, een jaarlijkse belasting gevestigd op de kantooroppervlakten op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

"kantooroppervlakte", elke al dan niet gebruikte ruimte waar informatie kan worden verwerkt in het kader van een beroepsactiviteit. Deze bestemming voor kantoordoeleinden kan berusten op de feitelijke toestand of op een stedenbouwkundige vergunning;

"informatie", elk voorwerp van kennis of geheugen (teksten, verslagen, studies, conferenties, boekhoudgegevens, statistieken, octrooien, geluid, beeld, enz.). Deze informatie kan vervat zijn in documenten en informaticabestanden, maar ook in monsters, prototypes of archieven;

"bruto vloeroppervlakte", de totale oppervlakte van de bedekte vloeren, met uitsluiting van de ondergrondse ruimten bestemd voor parkeerdoeleinden, als kelders, voor technische uitrusting en als opslagplaats. De vloerafmetingen worden gemeten tussen de onbeklede buitenwanden van de gevelmuren en de vloeren worden geacht door te lopen, zonder rekening te houden met de onderbreking ervan door scheidingswanden en binnenmuren, of door kokers, trappenhuisen en liftschachten.

De belastbare oppervlakte is de bovenvermelde bruto vloeroppervlakte.

Artikel 3

Worden van de belasting vrijgesteld:

A) de oppervlakten:

- uitgbaat door een bezetter in een woning waar hij leeft en waarin hij een zelfstandig of vrij beroep uitoefent;
- dienstig voor erediensten, onderwijsinstelling, hospitalen, klinieken, dispensaria en werken van liefdadigheid;

- in gebruik door publiekrechtelijke personen met uitzondering van alle oppervlakten gebruikt in het kader van winstgevende of handelsdoeleinden.

B) de eerste 40 m² van de totale bruto kantooroppervlakten.

Artikel 4

De belasting heeft als basis de bruto vloeroppervlakte van de kantoren.

Artikel 5

Het tarief van de belasting als volgt trapsgewijs vastgesteld worden:

- tot 99 m²: 19 €/ m²
- meer dan 99 m²: 25 €/ m²

Artikel 6

De belasting is verschuldigd door de bezetter van de kantoren.

De eigenaar van het goed, natuurlijke- of rechtspersoon, is medeschuldenaar voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 7

In geval van staking of het begin van ingebruikneming van de kantooroppervlakten tijdens het dienstjaar, wordt de belasting gevestigd op basis van de effectieve maanden van ingebruikneming.

Voor de toepassing van de huidige beschikkingen wordt iedere begonnen maand aangerekend als volledige.

Artikel 8

Het gemeentebestuur stuurt een verklaringsformulier naar de belastingplichtige, die dit document, behoorlijk ingevuld en ondertekend, voor de erin vermeld vervaldatum, dient terug te sturen. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangt, dient aan het gemeentebestuur, uiterlijk op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar de gegevens mee te delen die nodig zijn voor het heffen van de belasting. De aangifte blijft van kracht tot herroeping. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Artikel 9

In geval van wijziging van de belastingbasis dient een nieuwe aangifte te gebeuren binnen de tien dagen.

Iedere nieuwe ingebruikname van kantooroppervlakten tijdens het dienstjaar dient aangegeven te worden binnen dezelfde termijn van tien dagen.

De belastingschuldige is verplicht het Gemeentebestuur onmiddellijk te verwittigen, per aangetekend brief, van de overdracht of de stopzetting van zijn bedrijf.

Artikel 10

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 11

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de daartoe speciaal aangewezen ambtenaren voorzien van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

De overtredingen worden vastgesteld door de beëdigde, daartoe speciaal aangewezen ambtenaren. Deze ambtenaren worden aangewezen door het College van Burgemeester en Schepenen. De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 12

De belasting wordt ingevorderd via kohier. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 13

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, dit intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 14

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 15

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet. Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 16

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 17

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2025, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 20 januari 2021.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

12 Mobilité - Règlement relatif à la politique communale de stationnement - Adaptation.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Nouvelle Loi communale et notamment ses articles 117 et suivants ;

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière ;

Vu l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2016 ;

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route);

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, tel que modifié par l'arrêté Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 octobre 2022 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

Vu l'Arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées ;

Vu l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Vu le Code de la route ;

Vu les éventuelles modifications des textes non-mentionnées ci-dessus ;

Considérant qu'une meilleure rotation des emplacements de stationnement doit être poursuivie et qu'il convient dès lors d'établir les redevances en concordance avec la période de stationnement généralement utile et nécessaire ;

Considérant que l'extension des zones réglementées de stationnement, de même que la pression au niveau du stationnement, nécessite de donner aux habitants de la commune de meilleures facilités de stationnement ;

Considérant que la réduction, la création et l'amélioration des possibilités de stationnement entraînent pour la commune des charges importantes en personnel et en moyens financiers ;

Considérant qu'une adaptation et une mise en conformité de notre règlement aux divers changements législatifs et techniques, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;

Considérant la forte pression en stationnement que rencontre le centre historique et le quartier Maritime ;

Considérant la forte pression en stationnement que rencontre le quartier du stade Edmond Machtens les jours de match ;

Considérant qu'avec ses 5,89 km² et ses près de 100.000 habitants la Commune de Molenbeek-Saint-Jean est sans conteste l'une des communes les plus densément peuplée de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'une mise en zone grise du centre historique, du quartier autour du site polyvalent « Lioncity » et quartier maritime permettrait de répondre efficacement aux problèmes de pression de stationnement ;

Considérant qu'une zone événement dans le quartier du stade Edmond Machtens permettrait de répondre efficacement aux problèmes de pression de stationnement les jours de match et lors des autres événements ayant lieux dans le stade ;

Considérant que les mesures proposées auront un impact très positif pour l'ensemble des riverains molenbeekoïses ;

Considérant que ces mesures permettront aussi d'impacter positivement les encaissements des redevances prélevés par Parking Brussels, ce qui aura aussi comme effet d'impacter positivement les rétrocessions faites à la Commune ;

Considérant que les zones grises ont déjà fait leurs preuves en région bruxelloise notamment à Bruxelles-ville, Anderlecht et Saint-Gilles ;

Considérant que les zones événements ont déjà fait leurs preuves à Forest (Forest National) et Anderlecht (Lotto Park) ;

Vu l'avis favorable « avec réserve* » de l'Agence du stationnement sur le présent projet de Règlement et qui est joint à la présente délibération (* les réserves sont les motifs indiqués dans l'avis et qui ont tous été pris en compte dans la rédaction finale du Règlement présenté ci-après) ;

DÉCIDE :

Article unique :

Le règlement délibéré par le Conseil communal en sa séance du 26 avril 2023 est remplacé par celui

Mobiliteit - Reglement betreffende het gemeentelijk parkeerbeleid - Aanpassing.

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, en in het bijzonder de artikelen 117 en volgende;

Gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer;

Gelet op de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheersmodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de latere wijzigingen daarvan;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens, gewijzigd door de ordonnantie van 20 juli 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de Wegcode);

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan en de latere wijzigingen daarvan;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 oktober 2022.

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van parkeerplaatsen door operatoren van gedeelde motorvoertuigen en de latere wijzigingen daarvan;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering van 13 juli 2017 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op de Wegcode;

Gelet op eventuele hierboven niet vermelde tekstwijzigingen;

Overwegende dat een betere rotatie van de parkeerplaatsen dient te worden nagestreefd, en daarom een retributie dient te worden vastgesteld in overeenstemming met de doorgaans nuttige en noodzakelijke parkeerperiode;

Overwegende dat de uitbreiding van gereguleerde parkeerzones, alsook de parkeerdruk, vereist dat er betere parkeermogelijkheden worden gegeven aan de bewoners van de gemeente;

Overwegende dat de vermindering, alsook de creatie en de verbetering van de

parkeermogelijkheden voor de gemeente aanzienlijke lasten op het vlak van personeel en financiële middelen met zich meebrengen;

Overwegende dat een aanpassing en het in overeenstemming brengen van ons reglement aan de verschillende wetgevende en technische veranderingen die onlangs werden doorgevoerd noodzakelijk blijkt;

Overwegende de sterke parkeerdruk in het historisch centrum en de Maritieme wijk;

Overwegende de sterke parkeerdruk op wedstrijddagen in de wijk van het Edmond Machtensstadion;

Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek met zijn 5,89 km² en bijna 100.000 inwoners ongetwijfeld één van de dichtstbevolkte gemeenten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is;

Overwegende dat het invoeren van een grijze zone in het historisch centrum, de wijk rond de multifunctionele site "Lioncity" en de Maritieme wijk het mogelijk zou maken om effectief te reageren op de problemen van parkeerdruk;

Overwegende dat een evenementenzone in de wijk van het Edmond Machtensstadion het mogelijk zou maken om effectief te reageren op de problemen van parkeerdruk op wedstrijddagen en tijdens andere evenementen die in het stadion plaatsvinden;

Overwegende dat de voorgestelde maatregelen een zeer positieve impact zullen hebben op alle bewoners van Molenbeek;

Overwegende dat deze maatregelen ook een positieve invloed zullen hebben op de inning van de door Parking Brussels geheven heffingen, hetgeen ook een positieve invloed zal hebben op de aan de gemeente gedane retrocessies;

Overwegende dat de grijze zones hun waarde al hebben bewezen in het Brussels Gewest, met name in Brussel-Stad, Anderlecht en Sint-Gillis;

Overwegende dat de evenementenzones zich al hebben bewezen in Vorst (Vorst Nationaal) en Anderlecht (Lotto Park);

Gelet op het gunstig advies "met voorbehoud*" van het Parkeeragentschap over dit ontwerp van Reglement en dat bij deze beraadslaging is bijgevoegd (* de voorbehouden zijn de redenen die in het advies zijn aangegeven en waarmee in de definitieve versie van het hieronder gepresenteerde Reglement rekening is gehouden);

BESLUIT:

Enig artikel:

Het reglement waarover de Gemeenteraad op 26 april 2023 heeft beraadslaagd wordt vervangen door het reglement dat als bijlage bij deze beslissing is gevoegd.

3 annexes / 3 bijlagen

250613_MSJ_AvisPB.pdf, Projet nouveau Règlement juin 2025 NL.docx, Projet nouveau Règlement

13 **Cultures - Festival d'Été Bruxellons - Convention 2026-2027-2028 - Report du 18/06/2025.**

LE CONSEIL,

Considérant que dans le cadre de la vie culturelle molenbeekoise, l'A.S.B.L. Bulles Production (n° d'entreprise 0463 940 805 dont le siège social est établi à 1200 Bruxelles, Avenue de Broqueville 167/20, représentée par Monsieur Olivier MOERENS et Alain VERBURGH), en collaboration avec l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean, organise chaque année, dans le site du château du Karreveld, un festival de théâtre d'été suivi d'un festival de théâtre amateur pendant la période de juillet à septembre ;

Considérant que les conditions appelées à régir l'occupation des lieux et l'aménagement de l'infrastructure doivent être fixées sous forme de convention ;

Considérant que, pour des raisons d'organisation et de réservation de spectacles, il est nécessaire d'établir une convention couvrant au moins 3 années ;

Considérant que la convention précédente expire en octobre 2025 ;

Considérant que cette association organise depuis de nombreuses années ce festival de théâtre d'été et attire plus de 25.000 visiteurs par saison à Molenbeek-St-Jean ;

DECIDE :

Article unique :

De ratifier les termes de la convention de mise à disposition ci-annexée conclue entre la Commune et l'A.S.B.L. Bulles Production pour régir l'occupation par cette dernière du site du Château du Karreveld pour les besoins de l'organisation du festival de théâtre d'été suivi du festival de théâtre amateur pour les années 2026, 2027 et 2028.

Culturen - Bruxellons Zomerfestival - Overeenkomst 2026-2027-2028 - Uitstel van 18/06/2025.

1 annexe / 1 bijlage

Convention+Bruxellons+26-28.pdf

14 **Marchés Publics - Marché de services concernant la maintenance des installations techniques du complexe sportif Louis Namèche sis rue Van Kalck, 93 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - CDC 29.2025 - Fixation et approbation des conditions et documents du marché ainsi que du mode de passation du marché.- report du 18/06/2025**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes;

Considérant que ce marché a pour objet la réalisation de toutes les opérations utiles et nécessaires qui sont relatives à la maintenance des installations techniques du Centre sportif Louis Namèche ;

Considérant que conformément l'article 36 de la loi du 17 juin 2016, une procédure ouverte est

autorisée pour ce marché de services ;

Considérant qu'il y a donc lieu de lancer un marché de services comprenant la réalisation de toutes les opérations utiles et nécessaires qui sont relatives à la maintenance des installations techniques du Centre sportif Louis Namèche à Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que ce marché est conclu pour une période d'un an à compter de la date de la conclusion du contrat. Ce marché peut être reconduit tacitement pour trois autres périodes d'un an ;

Considérant que les dépenses prévues peuvent être estimées à 991.735,56 EUR HTVA (montant de TVA 21%, soit 208.264,46 EUR), soit 1.200.000,02 EUR TVAC pour ce marché de services ;

Considérant que les crédits nécessaires pour l'année 2025 sont prévus à l'article 7640/12 5-06 du budget ordinaire de l'exercice 2025, sous réserve de l'approbation du budget communal 2025 par le Conseil communal et la Tutelle ;

Considérant que les crédits pour les années suivantes seront prévus au même article budgétaire, sous réserve d'approbation du budget communal pour ces années par le Conseil communal et l'autorité de tutelle;

Vu l'article 234, §1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes, pour le marché de services relatif à la réalisation de toutes les opérations utiles et nécessaires qui sont relatives à la maintenance des installations techniques du Centre sportif Louis Namèche à Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2

De passer le marché de services par la procédure ouverte conformément à l'article 36 de la Loi du 17 juin 2016 ;

Article 3

D'approuver les dépenses de ce marché pour une période d'un an pour un montant de 247.933,89 EUR HTVA (montant de TVA 21%, soit 52.066,11 EUR), soit 300.000 EUR TVAC dont les crédits nécessaires sont prévus à l'article 7640/125-06 du budget ordinaire de l'exercice 2025 et d'approuver que le marché peut être reconduit tacitement pour trois autres périodes d'un an, pour lesquelles la dépense globale est estimée à 991.735,56 EUR HTVA (montant de TVA 21%, soit 208.264,46 EUR), soit 1.200.000,02 EUR TVAC et les crédits nécessaires sont prévus au même article budgétaire et, sous réserve d'approbation du budget communal 2025 et exercices ultérieurs par le Conseil communal et la Tutelle.

Dienstenopdracht voor het onderhoud van de technische installaties van het Louis Namèche Sportcentrum - Bestek 29.2025 - Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden en documenten van de opdracht evenals van de gunningswijze van de opdracht.

- uitstel van 18/06/2025

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;

Gezien het koninklijk Besluit Plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 ;

Gezien het koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;

Neemt kennis van de documenten van de opdracht, met name het bestek en de bijlagen;
Overwegende dat deze opdracht tot doel heeft alle nuttige en noodzakelijke handelingen te verrichten met betrekking tot het onderhoud van de technische installaties van het Louis Namèche Sportcentrum ;
Overwegende dat overeenkomstig artikel 36 van de wet van 17 juni 2016, een openbare procedure toegelaten is voor deze opdracht voor diensten ;
Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is een dienstenopdracht te lanceren dat alle nuttige en noodzakelijke handelingen omvat met betrekking tot het onderhoud van de technische installaties van het Louis Namèche sportcentrum in Sint-Jans-Molenbeek ;
Overwegende dat deze opdracht wordt gesloten voor een periode van één jaar vanaf de datum van het sluiten van het contract, en stilzwijgend kan worden verlengd met drie bijkomende periodes van één jaar ;
Overwegende dat de geraamde uitgaven worden geschat op 991.735,56 EUR exclusief btw (btw 21%, hetzij 208.264,46 EUR), hetzij 1.200.000,02 EUR inclusief btw voor deze opdracht voor diensten ;
Overwegende dat de nodige kredieten voor het jaar 2025 voorzien zijn op artikel 7640/125-06 van de gewone begroting van het dienstjaar 2025, onder voorbehoud van de goedkeuring van het gemeentelijk budget 2025 door de Gemeenteraad en de Toezichthoudende overheid;
Overwegende dat de kredieten voor de volgende jaren zullen voorzien worden onder hetzelfde begrotingsartikel, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentelijke begroting voor die jaren door de Gemeenteraad en de Voogdij;
Gelet op artikel 234, §1 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen, voor de opdracht van diensten betreffende alle nuttige en noodzakelijke handelingen voor het onderhoud van de technische installaties van het Louis Namèche Sportcentrum in Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren ;

Artikel 2 :

De dienstenopdracht te plaatsen via een openbare procedure overeenkomstig artikel 36 van de wet van 17 juni 2016 ;

Artikel 3 :

De uitgaven voor deze opdracht voor een periode van één jaar goed te keuren voor een bedrag van 247.933,89 EUR exclusief btw (btw 21%, hetzij 52.066,11 EUR), hetzij 300.000 EUR inclusief btw, waarvoor de nodige kredieten zijn voorzien op artikel 7640/125-06 van de gewone begroting van het dienstjaar 2025, en goed te keuren dat de opdracht stilzwijgend kan worden verlengd voor drie bijkomende periodes van één jaar, waarvoor de totale uitgave wordt geraamd op 991.735,56 EUR exclusief btw (btw 21%, hetzij 208.264,46 EUR), hetzij 1.200.000,02 EUR inclusief btw, en waarvoor de nodige kredieten eveneens zijn voorzien onder hetzelfde begrotingsartikel, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2025 en van de volgende dienstjaren door de Gemeenteraad en de Toezichthoudende Overheid.

6 annexes / 6 bijlagen

B41-CDC29.2025 – CDC adm_NL.pdf, B41-CDC29.2025 - inventaire_FR.pdf, B41-CDC29.2025 - inventaire_NL.pdf, B41-CDC29.2025 – CDC adm_FR.pdf, B41-CDC29.2025 - CDC tech_NL.pdf, B41-CDC29.2025 - CDC tech_FR.pdf

15 **Marchés publics - Marché de travaux en ce qui concerne la réparation de toitures pour une durée d'un an reconductible 3 fois – CDC 60.001 - Approbation des documents et des conditions du marché ainsi que du mode de passation.- report du 18/06/2025**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §1;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant que ce marché a pour objet la réparation de toitures pour une durée d'un an reconductible 3 fois;

Considérant qu'il y a donc lieu de lancer un marché de travaux (marché à bordereau de prix) pour ce faire;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève, avec les 3 reconductions, à 640.000,00 EUR HTVA;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2025 aux articles 9220/724/60 et 0000/724/60, financés par emprunts, sous réserve d'approbation du budget 2025 par le Conseil communal et l'autorité de tutelle ;

Considérant que les crédits pour les années suivantes seront inscrits aux mêmes articles budgétaires, sous réserve d'approbation du budget communal pour ces années par le Conseil communal et l'autorité de tutelle;

Considérant que conformément à l'article 41 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, une procédure négociée directe avec publication préalable est autorisée;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir du cahier des charges et ses annexes établis à cet effet par le service des Marchés Publics en collaboration avec le service des Propriétés communales ;

DECIDE:

Article 1er

d'approuver le cahier des charges CDC 60.001 et ses annexes pour le marché de travaux relatif à la réparation de toitures pour une durée d'un an reconductible 3 fois, établis par le service des Marchés publics en collaboration avec le service des Propriétés communales, et d'approuver le montant estimé qui s'élève à 640.000,00 EUR HTVA pour les 4 années, financé par emprunts.

Article 2

de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable conformément à l'article 41 de la Loi du 17 juin 2016.

Overheidsopdracht voor werken betreffende de herstelling van daken voor een duurtijd van 1 jaar, 3 keer verlengbaar - Bestek 60.001 - Goedkeuring van de documenten en van de voorwaarden van de opdracht evenals van de gunningswijze.

- uitstel van 18/06/2025

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 234, §1;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 houdende de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;
Overwegende dat deze overheidsopdracht als voorwerp heeft de herstelling van daken voor een periode van één jaar, drie keer verlengbaar;
Overwegende dat er bijgevolg een opdracht voor werken (opdracht tegen prijslijst) moet worden uitgeschreven;
Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht 640.000,00 EUR exclusief btw bedraagt;
Overwegende dat de kredieten voor deze uitgave ingeschreven zijn in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2025 onder de artikelen 9220/724/60 en 0000/724/60, gefinancierd door leningsgelden, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2025 door de Gemeenteraad en de Voogdij ;
Overwegende dat de kredieten voor de volgende jaren zullen voorzien worden onder dezelfde begrotingsartikelen, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting voor die jaren door de Gemeenteraad en de voogdij;
Overwegende dat krachtens artikel 41 van de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten, een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking is toegestaan;
Neemt kennis van de opdrachtdocumenten, namelijk het bestek en de bijlagen, opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten in samenwerking met de dienst Gemeentelijke Eigendommen;

BESLUIT:

Artikel 1:

Het bestek 60.001 en de bijlagen voor de opdracht van werken met betrekking tot "de herstelling van daken voor een periode van één jaar, drie keer verlengbaar", opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten in samenwerking met de dienst Gemeentelijke Eigendommen, en de schatting voor een bedrag van 640.000,00 EUR exclusief btw voor de vier jaar, gefinancierd door leningsgelden, goed te keuren.

Artikel 2:

De opdracht te gunnen via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 41 van de wet van 17 juni 2016.

6 annexes / 6 bijlagen

Métre récapitulatif_nl-60_ENTRETIEN_REPARATION TOITURES_2025.pdf, Clauses techniques Fr-60_ENTRETIEN_REPARATION TOITURES_2025.pdf, CDC version définitive en NL PNDAP Travaux - Marché stock réparation toitures_Christelle.pdf, CDC version définitive en FR PNDAP Travaux - Marché stock réparation toitures_Christelle.pdf, Métre récapitulatif Fr-60_ENTRETIEN_REPARATION TOITURES_2025.pdf, Clauses techniques_nl-60_ENTRETIEN_REPARATION TOITURES_2025.pdf

-
- 16 **Département Infrastructures et Développement urbain - Marché de travaux en vue de la démolition et la reconstruction du bâtiment avant de l'école 1 ainsi que de la démolition d'une partie du réfectoire arrière et sa rénovation, sis rue des Quatre Vents 71 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - approbation de la convention ASTRID et de son avenant n° 1.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège communal du 20 octobre 2022 décidant :

- De prendre connaissance du rapport d'analyse de l'offre établi par IGRETEC et le Département Infrastructures et Développement urbain pour le marché de travaux en vue de la démolition et la reconstruction du bâtiment avant de l'école 1 ainsi que de la démolition d'une partie du réfectoire arrière et sa rénovation, sis rue des Quatre Vents 71 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;
- Sur base du rapport d'analyse, de sélectionner le soumissionnaire suivant : DE BRANDT N.V., Sint-Ursmarusstraat 23, 9200 Baasrode (numéro d'entreprise 0412.870.996) ;
- Sur base du rapport d'analyse, d'attribuer et de passer commande à : DE BRANDT N.V., Sint-Ursmarusstraat 23, 9200 Baasrode (numéro d'entreprise 0412.870.996) concernant le marché de travaux en vue de la démolition et la reconstruction du bâtiment avant de l'école 1 ainsi que de la démolition d'une partie du réfectoire arrière et sa rénovation, sis rue des Quatre Vents 71 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;
- D'engager la dépense pour un montant de 4.922.434,56 EUR (TVA et marge budgétaire de 10% comprises) à l'article 7220/723/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 au nom de : DE BRANDT N.V., Sint-Ursmarusstraat 23, 9200 Baasrode (numéro d'entreprise 0412.870.996) ;
- De financer la dépense pour le présent marché de la façon suivante, sous réserve d'approbation de la première modification du budget communal 2022 par la Tutelle :

Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales (FRBRTC) : 4.221.641,99 EUR HTVA, (TVA 6% : 253.298,52 EUR), soit 4.922.4434,56 EUR TVA et marge comprise ;

Considérant qu'ASTRID est un opérateur qui permet à la police, aux pompiers et aux services de secours de communiquer efficacement afin d'assurer le bon déroulement des opérations sur le terrain et la sécurité des citoyens ;

Considérant que la présente convention a pour objet d'offrir une assistance technique à tout propriétaire des constructions et infrastructures qui prévoit la couverture radioélectrique ASTRID à l'intérieur d'une construction ou d'une infrastructure, d'assurer le contrôle du RF design (façon dont les équipements de radiofréquence sont conçus) et de l'installation dans le but de garantir l'absence de perturbations sur le réseau ASTRID ;

Considérant que la société anonyme de droit public ASTRID définit les exigences techniques de l'installation dans la construction et en contrôle la conformité ;

Considérant que la directive ASTRID indoor s'applique à tous les bâtiments de caractère public ;

Considérant que cette directive a été actée par la cellule ASTRID du ministère de l'intérieur ;

Considérant qu'après l'installation, celle-ci sera inspectée par ASTRID ;

Considérant qu'afin de pouvoir faire l'inspection, il est nécessaire de faire approuver la convention ASTRID relative à la couverture à l'intérieur des constructions et infrastructures ainsi que l'avenant n° 1 à la convention ASTRID relative à la couverture à l'intérieur des constructions et infrastructures ;

Prend connaissance de la convention ASTRID relative à la couverture à l'intérieur des constructions et infrastructures en annexe ;

Prend également connaissance de l'avenant n° 1 à la convention ASTRID relative à la couverture à l'intérieur des constructions et infrastructures en annexe précisant que les indemnités non récurrentes mentionnées à l'article 10, 1a, 2a et 2b de la convention sont supprimées ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la convention ASTRID relative à la couverture à l'intérieur des constructions et infrastructures entre la société anonyme de droit public ASTRID et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2 :

D'approuver l'avenant n° 1 à la convention ASTRID relative à la couverture à l'intérieur des constructions et infrastructures entre la société anonyme de droit public ASTRID et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Opdracht voor werken met als voorwerp de afbraak en de wederopbouw van het voorgebouw van de Franstalige School 1, alsook de afbraak van een deel van de achterste refter en de renovatie ervan, gelegen Vierwindenstraat 71 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - goedkeuring van de ASTRID overeenkomst en het aanhangsel nr 1.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 oktober 2022 waarin werd beslist:

- Kennis te nemen van het analyseverslag van de offerte opgesteld door IGRETEC en door het Departement Infrastructuren en Stedelijke ontwikkeling voor de opdracht voor werken met als voorwerp de afbraak en de wederopbouw van het voorgebouw van school 1, alsook de afbraak van een deel van de achterste refter en de renovatie ervan, gelegen Vierwindenstraat 71 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek ;
- Op basis van het analyseverslag de offerte te selecteren van de volgende inschrijver : DE BRANDT N.V., Sint-Ursmarusstraat 23, 9200 Baasrode (Ondernemingsnummer 0412.870.996) ;
- Op basis van het analyserapport de opdracht te gunnen aan en de bestelling te plaatsen bij : DE BRANDT N.V., Sint-Ursmarusstraat 23, 9200 Baasrode (Ondernemingsnummer 0412.870.996) voor de opdracht voor werken met als voorwerp de afbraak en de wederopbouw van het voorgebouw van school 1, alsook de afbraak van een deel van de achterste refter en de renovatie ervan, gelegen Vierwindenstraat 71 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek ;
- De uitgave vast te leggen voor een bedrag van 4.922.434,56 EUR (BTW en marge van 10% inbegrepen) op artikel 7220/723/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022 op naam van DE BRANDT N.V., Sint-Ursmarusstraat 23, 9200 Baasrode (Ondernemingsnummer 0412.870.996) ;
- De uitgave voor de huidige opdracht als volgt te financieren, onder voorbehoud van goedkeuring van de eerste wijziging van de gemeentebegroting 2022 door de toezichthoudende overheid : Brussels Herfinancieringsfonds van de Gementelijke Thesaurieën (BHFGT) : 4.221.641,91 EUR excl. BTW (BTW 6% : 253.298,52 EUR), 4.922.434,56 EUR BTW en marge inbegrepen ;
Overwegende dat ASTRID een operator is die de politie, brandweer en hulpdiensten in staat stelt om efficiënt te communiceren met het oog op het goede verloop van de operaties op het terrein en de veiligheid van de burgers te verzekeren ;
Overwegende dat deze overeenkomst als doel heeft technische bijstand te verlenen aan elke eigenaar van constructies en infrastructures die binnen deze constructies of infrastructures ASTRID-radiodekking voorziet, om de controle van het RF-design (manier waarop radiofrequente apparatuur wordt ontworpen) te verzekeren en de installatie te installeren met als doel de afwezigheid van storingen op het ASTRID-netwerk te garanderen ;
Overwegende dat de naamloze vennootschap ASTRID de technische vereisten van de installatie in de constructie bepaalt en de conformiteit ervan controleert ;
Overwegende dat de ASTRID indoor richtlijn van toepassing is op alle gebouwen van publiek belang ;
Overwegende dat deze richtlijn werd goedgekeurd door de ASTRID-cel van het Ministerie van Binnenlandse zaken ;
Overwegende dat na deze installatie een inspectie door ASTRID zal plaatsvinden ;
Overwegende dat, om deze inspectie mogelijk te maken, de goedkeuring van de ASTRID-overeenkomst betreffende de binnendekking van gebouwen en infrastructuur, alsook het aanhangsel nr 1, noodzakelijk is ;
Neemt kennis van de ASTRID-overeenkomst betreffende de binnendekking van gebouwen en infrastructuur in bijlage ;
Neemt eveneens kennis van het aanhangsel nr 1 betreffende de binnendekking van gebouwen en infrastructuur in bijlage, waarin wordt bepaald dat niet-recurrente vergoedingen vermeld in artikel 10, 1a, 2a en 2b van de overeenkomst worden geschrapt ;
Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Artikel 1 :

De ASTRID- overeenkomst betreffende de binnendeckking van gebouwen en infrastructuur goed te keuren tussen de naamloze vennootschap van publiek recht ASTRID en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Artikel 2 :

Het aanhangsel nr 1 bij de overeenkomst betreffende de binnendeckking van gebouwen en infrastructuur goed te keuren tussen de naamloze vennootschap van publiek recht ASTRID en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek.

2 annexes / 2 bijlagen

Bijakte 1 - Astridovereenkomst.pdf, Astrid-overeenkomst.pdf

17 **Propriétés communales - Avenue Mahatma Gandhi 5, 1080 Bruxelles - Location d'une cafétéria au premier étage du bâtiment du Sippelberg par la société « Gold Agency & Management » - Bail commercial.**

LE CONSEIL ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 06 mars 2025 décidant de prendre acte de la décision du jury de sélectionner Monsieur Onur Kilic pour l'occupation de la Cafétéria sise Avenue Mahatma Gandhi 5, au 1er étage du centre sportif du Sippelberg ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure un bail commercial entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et Monsieur Onur Kilic représentant la société « *Gold Agency & Management* » (1016.895.639) dont l'adresse du siège social est Rozendreef 1,9300 Aalst, pour une durée de 9 ans ;

Considérant qu'en vertu de ce bail commercial, le montant du loyer mensuel pour cette location peut être fixé à la somme de 1550,00 EUR et ce à partir du 01 Juillet 2025 ;

Considérant qu'en vertu de ce bail commercial, le montant de la provision de charges sera fixé à la somme mensuelle de 200,00 EUR. Monsieur Onur Kilic devra prendre le compteur électrique à son nom ;

Considérant que ce bail commercial a été soumis au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 08 mai 2024 ;

D E C I D E :

Article 1

D'approuver le projet de bail commercial avec la société « *Gold Agency & Management* » (1016.895.639), pour l'occupation de la cafétéria située Avenue Mahatma Gandhi 5, au 1er étage du centre sportif du Sippelberg à 1080 Bruxelles, pour une durée de 9 ans et ce à partir du 01 juillet 2025 ;

Article 2

De fixer le montant mensuel du loyer à la somme de 1550,00 EUR et de la provision mensuelle de charges à 200,00 EUR ;

Article 3

D'inscrire les recettes aux articles 9220/163-01 (1550,00 EUR loyer) et 9220/161-048 (200,00 EUR provision de charges) du budget ordinaire 2025.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Gemeentelijke eigendommen - Mahatma Gandhilaan 5, 1080 Brussel - Huur door het bedrijf « Gold Agency & Management » - Commerciële handelshuur.

DE RAAD ;

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 06 maart 2025 houdende o.a. besluit

Enig artikel :

Kennis te nemen van de beslissing van de jury om Meneer Onur Kilic te selecteren voor voor het gebruik van de cafetaria gelegen aan de Mahatma Gandhi-laan 5, op de 1e verdieping van het sportcentrum Sippelberg ;

Overwegende derhalve dat een handelshuurovereenkomst moet worden gesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en het bedrijf "Gold Agency & Management" (1016.895.639) waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Rozendreef 1, 9300 Aalst, vertegenwoordigd door Meneer Onur Kilic voor een periode van 9 jaar;

Overwegende dat volgens de bepalingen van deze handelshuurovereenkomst de maandelijkse huurprijs voor deze huurovereenkomst met ingang van 01 juli 2025 kan worden vastgesteld op een bedrag van EUR 1.550,00;

Overwegende dat volgens de bepalingen van dit handelshuurcontract het bedrag van de provisie voor kosten zal worden vastgesteld op het maandelijkse bedrag van EUR 200,00. De heer Onur Kilic moet de elektriciteitsmeter op zijn naam nemen; Overwegende dat deze Commerciële handelshuur werd voorgelegd aan de dienst Juridische Zaken ;

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen van 08 mei 2024;

BESLUIT:

Artikel 1

Goedkeuring van de handelshuurovereenkomst met het bedrijf "Gold Agency & Management " (1016.895.639), voor het gebruik van de cafetaria gelegen aan de Mahatma Gandhi-laan 5, op de 1e verdieping van het sportcentrum Sippelberg in 1080 Brussel, voor een periode van 9 jaar vanaf 01 juli 2025;

Artikel 2

De maandelijkse huurprijs vast te stellen op 1550,00 EUR en de maandelijkse provisie voor kosten op 200,00 EUR;

Artikel 3

De inkomsten te boeken op de artikelen 9220/163-01 (1550,00 EUR huurprijs) en 9220/161-048 (200,00 EUR maandelijkse provisie) van de gewone begroting voor 2025.

Deze beslissing zal worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

1 annexe / 1 bijlage

Bail - Sippelberg - Kilic.pdf

18 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par monsieur Didier MILIS, Conseiller communal MR, relative à la transparence des rémunérations des échevins et impact de l'indexation votée par le Conseil - Report du 23/04/2025 et du 21/05/2025.- report du 10/06/2025-report du 18/06/2025**

Madame la Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Échevins,

Chers membres du Conseil,

Lors d'un précédent Conseil communal, une décision a été prise concernant l'indexation des rémunérations des Échevins. Cette mesure, qui a un impact direct sur les finances communales, soulève des questions légitimes quant à la transparence des montants alloués

aux membres du Collège.

Il est de notoriété publique que les rémunérations des Échevins sortants sont accessibles, conformément aux principes de transparence et de bonne gouvernance. Toutefois, à ce jour, il ne semble pas y avoir d'informations claires et accessibles concernant les rémunérations actuelles des Échevins en fonction, particulièrement après l'indexation récemment votée.

Dans un souci de transparence envers les citoyens et les membres de ce Conseil, nous souhaiterions donc obtenir des clarifications précises sur les points suivants :

1. Quels sont les montants exacts des rémunérations des Échevins actuellement en fonction après application de l'indexation votée ?
2. Quels étaient ces montants avant l'indexation, afin d'évaluer l'impact concret de cette mesure ?
3. Existe-t-il un cadre de communication régulier permettant aux citoyens d'accéder à ces informations sans devoir les demander explicitement ?
4. La Commune envisage-t-elle de publier de manière systématique et accessible les rémunérations des membres du Collège, conformément aux principes de transparence et de redevabilité ?

Nous estimons que ces informations sont d'intérêt public et qu'il est essentiel que la population puisse comprendre comment les fonds communaux sont alloués, en particulier dans un contexte où les citoyens font face à des défis économiques importants.

Dans cette optique, nous vous remercions d'avance pour votre réponse et restons attentifs à toute initiative visant à renforcer la transparence dans la gestion de notre Commune.

Didier MILIS
Conseiller communal

Gemeentesecretariaat - Interpellatie van de heer Didier MILIS, MR gemeenteraadslid, over de transparantie van de wethouderssalarissen en de impact van de door de Raad goedgekeurde indexering - Uitstel van 23/04/2025 en van 21/05/2025.- uitstel van 10/06/2025- uitstel van 18/06/2025

19 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Deknudt, Conseillère communale
Team Fouad Ahidar, relative aux travaux Quai du Hainaut - Report du 23/04/2025 et du
21/05/2025.- report du 10/06/2025- report du 18/06/2025**

**Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Deknudt Gemeenteraadslid
Team Fouad Ahidar, met betrekking tot de werken Henegouwenkaai - Uitstel van 23/04/2025 en
van 21/05/2025.- uitstel van 10/06/2025- uitstel van 18/06/2025**

Beste Burgemeester,

Beste schepenen en collega's van de gemeenteraad,

Binnenkort starten weer de tijdelijke werken aan de Henegouwenkaai. Deze werken zouden een tijdelijke oplossing zijn om de kaai te stutten tot de degelijke werken zouden kunnen beginnen. Deze worden gemikt op eind 2025 als er een Brusselse Regering wordt gevormd.

Heeft men al preventieve oplossingen voor de bestaande werven die nu stilliggen en de bedrijven die hiervan last zullen hebben? Wij zouden ten alle kosten willen vermijden dat net als het MIMA er nog meer bedrijven failliet gaan en/ of er onafgewerkte werven zullen ontstaan. Hoelang zouden de totale werken duren en welke impact gaat dit hebben op de buurt?

Zal er enige kost aan deze werken onder de kas van de gemeente vallen? Indien ja, is er al zicht op hoeveel ons dit zal kosten?

Wat is het uiteindelijke doel van deze baan na de werken? Zal dit opnieuw als deels fietsbaan, voetgangersbaan en deels autostraat bestaan? Of zijn er andere plannen voor dit stuk na de werken?

Wij zullen de werken en plannen ook verder opvolgen en hopen alvast op een antwoord op deze vragen.

Alvast bedankt voor jullie aandacht.

Harmony Deknudt

Gemeenteraadslid

Team Fouad Ahidar

20 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Sumlu, Conseiller communal
ECOLO GROEN, relative au décès du petit Fabian, écrasé par un véhicule de police.- report du
18/06/2025**

Cher Collège,

Le décès du petit Fabian, 11 ans presque 12, provoqué par la police au parc Elisabeth ce 2 juin, nous a tous.tes profondément ému.es et choqué.es.

La question des circonstances de l'opération de police en elle-même sera certainement évoquée longuement en Conseil de police. La responsabilité qu'un tel drame ne se reproduise plus jamais incombe avant tout à la police. Mais la responsabilité de protéger, d'accompagner et de soutenir les enfants qui vivent ou sont scolarisés dans notre commune relève du Collège communal et de notre conseil. Dans ce sens, notre groupe politique Ecolo-Groen déposera une motion pour le prochain conseil communal, qui demandera une **interdiction des patrouilles de routine avec des véhicules de police motorisés dans les parcs et pour des règles de proportionnalité strictes pour les poursuites dans la zone de police de Nord-Ouest.**

Ici, chers membres du collège, je souhaite vous interroger sur l'impact de ce drame sur les enfants de notre commune et la façon dont vous avez pu intervenir auprès d'eux dans ces terribles circonstances.

Fabian avait 11 ans, il n'en aura jamais 12. Il était scolarisé dans un établissement situé sur le territoire de notre commune. Nos écoles communales organisent régulièrement des activités avec la police pour établir et créer le nécessaire lien de confiance entre elle et notre population. Mais aujourd'hui, comment explique-t-on aux enfants que la police de notre zone peut les tuer parce qu'ils font de la trottinette? Comment leur explique-t-on qu'il ne sont pas en sécurité dans le parc où ils vont jouer?

Je voudrais donc savoir:

- si vous avez pris des mesures spécifiques pour soutenir les enfants, et particulièrement ceux du même âge que Fabian qui sont en 6ème primaire, dans les écoles organisées par la commune.
- si vous avez fourni des outils ou un accompagnement spécifique au personnel enseignant afin qu'ils et elles puisse faire face et répondre aux questions de leurs élèves
- si vous avez eu un contact avec l'équipe éducative de l'école du petit Fabian et si vous avez pu apporter un soutien spécifique à ses camarades de classe, à ses enseignant·es et à sa famille?

Je vous remercie pour vos réponses.

Emre Sumlu
Chef de groupe Ecolo-Groen

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Sumlu, Gemeenteraadslid ECOLO GROEN, over de dood van de kleine Fabian die werd gedood door een politievoertuig.- uitstel van 18/06/2025

21 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ben Salah, Chef de groupe PS-Vooruit, relative aux propos du président du MR - Appel à une position claire et digne de notre commun - Report du 23/04/2025 et du 21/05/2025.- report du 10/06/2025- report du 18/06/2025**

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les membres du Collège, Chers collègues,

Permettez-moi, avant toute chose, d'adresser mes sincères remerciements au président de notre Conseil communal, Monsieur Hassan Rahali, pour son initiative citoyenne. Elle a su traduire avec justesse ce que tant d'habitants ont ressenti : une blessure, un malaise, un besoin urgent d'être respectés dans leur humanité.

Le 16 avril 2025, dans un média national, le président du Mouvement Réformateur a tenu des propos qui, dans leur formulation comme dans leur portée, ont été perçus par une partie importante de nos concitoyens comme stigmatisants et injustes.

À Molenbeek, ces mots ont résonné avec une intensité particulière. Ils ont ravivé des peurs, des blessures anciennes. Ils ont rappelé à beaucoup que la méfiance et les amalgames peuvent resurgir à tout moment, même au plus haut niveau du débat public.

Mais ce qui est en cause ici dépasse une simple déclaration. Ce qui est en jeu, c'est la qualité de notre démocratie locale, la solidité de notre cohésion sociale, et la capacité de notre Conseil à incarner une parole de justice, de retenue et de fermeté face à la tentation du clivage.

À Molenbeek, nous savons ce que signifie "faire société". Nous savons ce que cela coûte, ce que cela exige. Le vivre-ensemble ne se décrète pas : il se construit. Dans les écoles. Dans les quartiers. Dans les associations. Dans les regards.

Il se construit aussi ici, dans cette salle. Par nos choix. Par nos silences. Ou par nos paroles.

C'est pourquoi je vous adresse, au nom du groupe PS-Vooruit, une interpellation simple, solennelle, et pleinement inscrite dans notre responsabilité d'élus.

1. Le Collège communal est-il disposé à reconnaître publiquement le trouble causé par ces propos dans notre population ?
2. Envisage-t-il de publier une déclaration réaffirmant, avec clarté et sans ambiguïté, l'attachement de notre commune aux valeurs fondamentales : respect, égalité, dignité ?

Enfin, je me permets, avec tout le respect que j'ai pour chacun ici, de me tourner vers nos collègues du MR présents dans ce Conseil. Je ne vous interroge pas par défi, ni par stratégie. Je vous interroge par loyauté à la démocratie locale, et parce que je crois que vos voix peuvent contribuer à apaiser, à clarifier, à rassembler.

Ce que nous disons aujourd'hui ne s'adresse pas seulement aux médias, ni aux militants. Cela s'adresse à une jeunesse qui doute. À des familles qui s'interrogent. À des citoyens qui attendent de nous non des calculs, mais du courage.

L'Histoire, parfois, se joue à bas bruit. Elle se joue dans des prises de parole qui refusent l'escalade. Dans des conseils communaux qui choisissent l'apaisement plutôt que l'indifférence. Dans la dignité des mots face au vacarme des clichés.

Molenbeek n'est ni un bouc émissaire, ni un décor. Molenbeek est une réalité humaine, vivante,

complexe, digne. Et nous en sommes les garants.

Ce soir, je ne vous demande pas de vous opposer à qui que ce soit. Je vous demande de vous élever au-dessus de ce qui divise, et de dire, calmement mais fermement : ici, à Molenbeek, toute personne mérite le respect. Sans condition. Sans exception.

Je vous remercie.

Rachid Ben Salah Chef de groupe PS-Vooruit Conseiller communal à Molenbeek-Saint-Jean

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Benn Salah, Fractievoorzitter PS-Vooruit over de woorden van de voorzitter van de MR - Oproep tot een duidelijk en waardig standpunt van onze gemeente - Uitstel van 23/04/2025 en van 21/05/2025.- uitstel van 10/06/2025- uitstel van 18/06/2025

22 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Merris, Conseiller communal MR, relative à l'absence et au manque d'implication de la Bourgmestre - Report du 23/04/2025 et du 21/05/2025.- report du 10/06/2025- report du 18/06/2025**

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Depuis plusieurs semaines, de nombreux citoyens nous interpellent sur un sujet préoccupant : l'absence flagrante de la Bourgmestre et son manque d'implication dans la gestion de notre commune.

Nous avons toutes et tous conscience que la fonction de Bourgmestre est exigeante et demande un engagement total au service des citoyens. Pourtant, force est de constater que notre Bourgmestre est aux abonnés absents. Un seul jour de présence entre deux certificats médicaux, juste pour pouvoir continuer à percevoir son salaire, ce n'est pas une gestion responsable, c'est une tromperie. Si la Bourgmestre est réellement venue travailler ce seul jour pour remettre son compteur à zéro, c'est de la fraude sociale. A la lecture de l'avis au personnel du 05 mars 2025, il n'est pas stipulé de date de début d'absence !

Nous posons donc la question :

- Soit elle est malade, et alors pourquoi est-elle venue travailler ce jour-là ?
- Soit elle ne l'est pas, et dans ce cas pourquoi n'assume-t-elle pas pleinement ses fonctions ?

Molenbeek fait face à des défis majeurs. La situation financière est critique, et pendant que le personnel communal se serre la ceinture, la Bourgmestre, elle, semble totalement détachée de la réalité. La bonne gestion ne peut pas être un simple slogan électoral, elle doit être une pratique concrète, appliquée par celles et ceux qui dirigent cette commune.

La situation actuelle est une insulte au sérieux et à l'engagement que les citoyens attendent de leurs élus. Molenbeek mérite des responsables présents, impliqués et à la hauteur des enjeux.

Nous demandons donc des explications claires :

- Quelle est la justification de cette absence prolongée ?
- Pourquoi la Bourgmestre est-elle venue un seul jour entre deux certificats médicaux ?
- Compte-t-elle reprendre ses fonctions pleinement et durablement ?

Les habitants de Molenbeek ont droit à des dirigeants qui travaillent réellement pour eux. Il est temps d'apporter des réponses et d'assumer ses responsabilités.

Dans l'attente de vos réponses, nous vous remercions.

Didier VAN MERRIS
Conseiller communal

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Van Merris, Gemeenteraadslid MR, betreffende de afwezigheid en gebrek aan betrokkenheid van Mevrouw de Burgemeester - Uitstel van 23/04/2025 en van 21/05/2025.- uitstel van 10/06/2025- uitstel van 18/06/2025

23 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Sagon, Conseillère communale ECOLO GROEN, au sujet des voitures partagées, une chance manquée par Molenbeek.- report du 18/06/2025**

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Sagon, Gemeenteraadslid ECOLO GROEN, over autodelen, een gemiste kans voor Molenbeek.- uitstel van 18/06/2025

Geachte voorzitter, beste collega's,

De parkeerdruk in Molenbeek is hoog. In Laag-Molenbeek is die zeer hoog. Autodelen is een van de meest doeltreffende en betaalbare oplossingen om die druk te verlichten. Het spaart ruimte, is goed voor het milieu én de portemonnee.

Vandaag maken zo'n 50.000 Brusselse gezinnen al gebruik van autodelen. En dat aantal groeit elk jaar. Begrijpelijk, want een privéwagen staat gemiddeld 95% van de tijd stil. Een wagen bezitten kost gemiddeld 400 euro per maand — en dan hebben we het nog niet eens over de aankoopprijs. Denk aan brandstof, onderhoud, verzekering, belastingen, parkeerabonnementen. Dat is veel geld voor iets wat het grootste deel van de tijd gewoon stilstaat.

Autodelen biedt een veel efficiëntere oplossing: je gebruikt enkel een auto wanneer je die nodig hebt. Voor korte ritten een kleine wagen, voor vakantie een gezinswagen, voor een verhuis een bestelwagen. Je betaalt alleen voor wat je gebruikt. Het kan via vaste standplaatsen zoals bij Cambio of autodelen in vrije vloot zoals bij Poppy. Volgens Autodelen.net kan dit tot 3.000 euro per jaar besparen voor wie minder dan 12.000 kilometer rijdt. En met Brussel'Alr is er een premie voor zij die hun nummerplaat laten schrappen en investeren in alternatieven, zoals autodelen. Tot 1050 euro voor de laagste inkomens.

Ook de publieke ruimte wint erbij. Eén deelwagen vervangt minstens zeven gewone auto's. Cambio spreekt zelfs van vijftien wagens voor één van hun wagens. Brussel telt 265.000 parkeerplaatsen op straat. Stel je eens voor wat we met die ruimte zouden kunnen doen: bredere voetpaden, veilige fietspaden, meer groen?

Het Gewest erkent het belang van autodelen en ondersteunt het met maatregelen zoals gratis parkeren voor deelwagens. Er zijn ook concrete groeidoelstellingen afgesproken voor vaste standplaatsen voor deelwagens in verhouding tot de bevolkingsomvang. Voor 2020 waren er voor Sint-Jans-Molenbeek 65 vaste standplaatsen voor deelwagens gepland waarbij 1 standplaats overeenkomt met 1 deelwagen. Maar eind 2023 waren er slechts 21 in gebruik. Dat is amper 32% van de doelstelling.

Ter vergelijking: in Brussel 1000 zaten ze toen op 172% van de doelstellingen met 199 standplaatsen. Jette haalde 173% (61 plaatsen), Anderlecht 68% (52 plaatsen). Molenbeek blijft, zoals helaas te vaak, achter.

Daarom mijn vragen aan het College:

1. Hoeveel vaste standplaatsen voor deelwagens (Cambio) zijn er momenteel in Sint-Jans-Molenbeek? Volgens mijn eigen telling zijn we nog steeds blijven steken op 21 standplaatsen. Klopt dat? En hoe verklaart u dat andere gemeenten intussen wél verder hebben uitgebreid, terwijl het aanbod in Molenbeek blijft stilstaan?
2. Waarom doet onze gemeente het zo slecht vergeleken met andere Brusselse gemeenten? Wat is de verklaring? En vooral: hoe gaan we dat zo snel mogelijk verbeteren?
3. Wordt er gebruik gemaakt van de *Green Deal Inclusive Carsharing*? Dit initiatief maakt autodelen toegankelijker voor kwetsbare groepen zoals eenoudergezinnen, ouderen of mensen met beperkte mobiliteit.
4. Welke inspanningen doet de gemeente om autodelen te promoten bij haar inwoners? Worden er infosessies of samenwerkingen met autodeelplatformen opgezet? Zo nee, waarom niet?
5. In verschillende beleidsdocumenten wordt gesproken over het opzetten van een systeem met elektrische deelwagens voor bewoners van sociale woningen in Molenbeek. Kunt u ons daar meer over vertellen?

Dank u wel.

Hilde Sagon

24 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par monsieur Didier MILIS, Conseiller communal MR, relative à la gestion du stationnement par parking brussels à Molenbeek-Saint-Jean.- report du 23/04/2025- report du 21/05/2025- report du 10/06/2025- report du 18/06/2025**

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins,

La gestion du stationnement en voirie à Molenbeek, assurée par parking.brussels, continue de faire l'objet de nombreuses critiques de la part des habitants. Beaucoup pointent un service peu réactif, des démarches complexes, un manque d'écoute, et un traitement inégal des situations.

À cette insatisfaction vient désormais s'ajouter une nouvelle source de mécontentement : l'augmentation des tarifs de stationnement, prévue à partir du 5 mai prochain, suite à l'indexation décidée au niveau régional. Cette hausse des prix, dans un contexte économique déjà difficile pour de nombreux Molenbeekois, est particulièrement mal perçue, d'autant qu'elle ne s'accompagne d'aucune amélioration tangible du service. Certaines communes Bruxelloises envisagent de reprendre la main, Il est donc légitime de s'interroger sur la pertinence de maintenir telle quelle la convention entre Molenbeek et parking.brussels.

Je souhaite dès lors poser les questions suivantes au Collège :

1. Une évaluation du service fourni par parking.brussels a-t-elle été menée récemment à l'échelle de la commune ?
2. Le Collège envisage-t-il de renégocier la convention ou d'étudier la possibilité d'une reprise en gestion communale ?
3. La commune a-t-elle exprimé ou compte-t-elle exprimer ses préoccupations concernant l'augmentation tarifaire et ses conséquences pour les habitants ?
4. Des mesures concrètes sont-elles prévues pour améliorer la qualité du service de stationnement à Molenbeek et répondre aux attentes légitimes des citoyens ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Gemeentesecretariaat - Interpellatie van de heer Didier MILIS, MR gemeenteraadslid, over het parkeerbeheer door parking brussels in Sint-Jans-Molenbeek.- uitstel van 23/04/2025- uitstel van 21/05/2025- uitstel van 10/06/2025- uitstel van 18/06/2025

25 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, Conseiller communal MR, relative à Molenbeek sans pilote, qui assume encore la gouvernance de cette commune.- report du 10/06/2025- report du 18/06/2025**

<p style="text-align: center;">INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS</p>

Introduite par : **MR – VLD** – Didier MILIS - Conseiller communal

Date du Conseil communal : **22/05/2025**

Date de rédaction : **13/05/2025**

Date de d'introduction : **13/05/2025 – 21:45**

Envoyée à :

- **Via mail** : Président du Conseil communal : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- **Via mail** : Secrétariat communal : nvandeput@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; mgarcia-fernandez@molenbeek.irisnet.be
- **Via courrier** :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : **Molenbeek sans pilote : qui assume encore la gouvernance de cette commune ?**

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Le samedi 10 mai, *La Dernière Heure* publiait un article alarmant sur la situation politique à Molenbeek.

Le constat est préoccupant : la commune traverse une période prolongée d'instabilité institutionnelle, marquée par l'absence durable de la bourgmestre Catherine Moureaux, l'incertitude persistante autour de son retour et le blocage politique provoqué par le maintien en poste de l'échevin Mohammed Kalandar malgré sa rupture avec le PS.

Dans ce contexte, il est important de souligner que le **PTB pourrait devenir le premier groupe de la**

majorité si Monsieur Kalandar venait à quitter ou être exclu du PS.

Ce parti, qui a fondé son discours sur l'exigence de bonne gouvernance et de clarté démocratique, reste pourtant remarquablement silencieux face à la situation actuelle. Ce mutisme interroge, tout comme son refus apparent d'assumer une quelconque responsabilité dans l'état de blocage politique que traverse la commune.

De même, le maintien de Monsieur Kalandar dans l'exécutif communal, sans base politique cohérente, affaiblit la légitimité de l'ensemble du Collège et pose une question démocratique majeure.

Je pose donc les questions suivantes :

1. Quelles mesures ont été prises pour garantir une gouvernance stable et fonctionnelle depuis l'absence prolongée de la bourgmestre ?
2. Le PTB, qui pourrait devenir le premier groupe de la majorité, entend-il enfin assumer ses responsabilités politiques dans ce contexte de paralysie ?
3. Le Collège considère-t-il que Monsieur Kalandar dispose toujours d'une légitimité démocratique suffisante pour rester échevin, et sur quelle base ?
4. Enfin, le Collège peut-il garantir que le budget 2025 et une déclaration de politique générale seront présentés dans les délais, malgré cette désorganisation persistante ?

Molenbeek ne peut pas continuer à fonctionner en pilotage automatique, sans transparence, sans cap politique clair, et dans l'indifférence totale de ceux qui prétendent défendre l'intérêt général.

Veuillez agréer, Monsieur le Bourgmestre faisant fonction, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Didier MILIS

Chef de groupe MR-VLD

Conseil communal

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Milis, Gemeenteraadslid MR, over Molenbeek zonder piloot, wie is er nog verantwoordelijk voor het bestuur van deze gemeente.- uitstel van 10/06/2025- uitstel van 18/06/2025

-
- 26 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, Conseiller communal MR, relative à la prise en charge des pensions : Molenbeek bénéficie-t-elle d'un accompagnement adapté.- report du 18/06/2025**

INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Introduite par : **MR – VLD** – Didier MILIS - Conseiller communal

Date du Conseil communal : 18/06/2025

Date de rédaction : 24/05/2025

Date de d'introduction : 24/05/2025

Envoyée à :

- **Via mail : Président du Conseil communal** : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- **Via mail : Secrétariat communal** : nvandeput@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be ; mgarcia-fernandez@molenbeek.irisnet.be
- **Via courrier** :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : Prise en charge des charges de pension : Molenbeek bénéficie-t-elle d'un accompagnement adapté ?

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins,

Des informations relayées récemment dans la presse soulèvent des questions importantes concernant le soutien prévu pour les communes face à la hausse des charges liées aux pensions du personnel local.

Il apparaît que certaines communes pourraient bénéficier d'un accompagnement financier, sur base de critères techniques et démographiques spécifiques. Dans ce cadre, plusieurs interrogations émergent concernant la situation de Molenbeek.

Notre commune, qui connaît une forte densité de population et une composition particulière de son personnel, pourrait, selon certains éléments, ne pas répondre pleinement à ces critères, ou n'en tirer qu'un bénéfice limité.

Afin de clarifier la situation, je souhaiterais poser les questions suivantes :

1. Molenbeek figure-t-elle parmi les communes éligibles à ce soutien ?
2. Un chiffrage a-t-il été réalisé concernant le montant éventuel que notre commune pourrait percevoir ?
3. Le Collège a-t-il entrepris des démarches spécifiques pour défendre les intérêts de la commune et faire valoir sa situation ?

Dans un contexte budgétaire toujours contraint, et au regard des enjeux de continuité de nos services publics, il me semble important que le Conseil communal dispose d'une vision claire et précise de la situation.

Je vous remercie pour vos réponses,

Didier MILIS
Conseiller communal
Chef de groupe

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Milis, Gemeenteraadslid MR, inzake pensioenondersteuning: heeft Molenbeek recht op passende ondersteuning?- uitstel van 18/06/2025

27 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, Conseiller communal MR, relative au projet de tram Picard - Demande d'avis négatif de la Commune dans le cadre de l'enquête publique.- report du 18/06/2025**

INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Introduite par : **MR – VLD** – Didier MILIS - Conseiller communal

Date du Conseil communal : **18/06/2025**

Date de rédaction : **04/06/2025**

Date de d'introduction : **04/06/2025**

Envoyée à :

- **Via mail** : Président du Conseil communal : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- **Via mail** : Secrétariat communal : nvandepuut@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be ; mgarcia-fernandez@molenbeek.irisnet.be
- **Via courrier** :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : Projet de tram «Picard» – Demande d'avis négatif de la commune dans le cadre de l'enquête publique

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins,

Le groupe MR souhaite interpellier le Collège au sujet de l'enquête publique lancée ce 4 juin 2025 concernant la création d'une nouvelle ligne de tram entre l'avenue Belgica et la gare du Nord, traversant notamment la rue Picard, l'avenue du Port, la rue de Ribaucourt et plusieurs quartiers densément peuplés.

Ce projet soulève une série de préoccupations importantes pour notre commune et ses habitants :

Perturbations significatives de la mobilité locale, notamment la suppression de voiries, la réduction de places de stationnement et un risque accru de congestion dans des quartiers déjà saturés.

Impact environnemental non négligeable avec l'abattage de nombreux arbres, une bétonisation accrue et la disparition d'espaces verts.

Malgré de nombreuses réunions, une forte mobilisation citoyenne (avec plus de 200 personnes présentes) et des attentes clairement exprimées, les demandes des riverains n'ont manifestement pas été entendues.

Le projet prévoit la suppression de 127 emplacements de parking rue Picard sur les 189 présentes et 149 places de stationnement dans le quartier Belgica, soit un total de 276 places pour le quartier Maritime sans proposition d'alternative, alors que les habitants ont explicitement insisté sur la nécessité de préserver l'accessibilité.

Aucune solution n'est proposée pour les commerces de proximité alors que les travaux sont annoncés pour au minimum 3 ans. Quel accompagnement ou mesures compensatoires sont envisagés pour soutenir l'activité économique locale durant cette période ?

Le projet semble guidé uniquement par des considérations régionales, sans réelle prise en compte des besoins spécifiques de notre commune ni de son tissu urbain.

Le groupe MR considère que ce projet, dans sa forme actuelle, est nuisible à la qualité de vie des riverains et mal adapté aux réalités locales.

Nous demandons donc :

- Que la commune émette un avis négatif dans le cadre de l'enquête publique en cours,
- Qu'une séance d'information soit rapidement organisée afin de permettre aux habitants de poser leurs questions et faire entendre leur voix,
- Que la commune interpelle activement la Région afin que des alternatives plus acceptables soient étudiées, telles que le renforcement des lignes de bus ou d'autres solutions de mobilité moins invasives.

Nous espérons que le Collège défendra fermement les intérêts de notre commune et de ses habitants dans ce dossier.

Merci pour vos réponses.

Didier MILIS
Conseiller communal
Chef de groupe

28 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, Conseiller communal MR, relative aux trottinettes électriques : quelle stratégie locale à Molenbeek.- report du 18/06/2025

INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Introduite par : **MR – VLD** – Didier MILIS - Conseiller communal

Date du Conseil communal : 18/06/2025

Date de rédaction : 24/05/2025

Date de d'introduction : 24/05/2025

Envoyée à :

- **Via mail** : Président du Conseil communal : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- **Via mail** : Secrétariat communal : nvandeput@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be ; mgarcia-fernandez@molenbeek.irisnet.be
- **Via courrier** :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : Trottinettes électriques: quelle stratégie locale à Molenbeek

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins,

La présence croissante des trottinettes électriques sur l'espace public soulève des enjeux importants en matière de sécurité routière, de mobilité et de cohabitation entre usagers. Récemment, la zone de police Bruxelles-Ouest a mené une opération de contrôle à Molenbeek, ciblant les trottinettes non conformes. Certaines d'entre elles roulaient à des vitesses excessives, atteignant jusqu'à 100 km/h, bien au-delà de la limite autorisée de 25 km/h.

Je salue cette action ciblée, qui démontre une volonté d'assurer la sécurité sur nos voiries. Toutefois, cette problématique ne saurait être réglée par une opération ponctuelle. En 2024, 541 accidents impliquant des trottinettes ont été recensés à Bruxelles, selon l'institut Vias, et les comportements à risque restent fréquents dans plusieurs quartiers de notre commune.

Il me semble dès lors essentiel que la commune puisse développer une approche plus structurée autour de cette question, en collaboration avec la zone de police et les acteurs de terrain.

À ce titre, je soumets les propositions suivantes à votre attention

- A. Renforcement des contrôles réguliers, en particulier dans les zones les plus sensibles, pour sanctionner les comportements dangereux tels que la vitesse excessive, la circulation sur trottoirs ou le transport de passagers.
- B. Mise en place, en concertation avec les opérateurs, de zones de stationnement spécifiques pour éviter l'encombrement des trottoirs et améliorer la cohabitation entre usagers.
- C. Déploiement de campagnes de sensibilisation locales, notamment à destination des jeunes, afin de rappeler les règles de sécurité et les limites légales liées à l'usage de ces engins.

Par ailleurs, il est intéressant de noter que le bourgmestre d'Uccle, Boris Dilliès, a pris des mesures pour encadrer le stationnement des trottinettes électriques sur le territoire de sa commune. En septembre 2022, il a annoncé l'intention d'interdire temporairement le stationnement des trottinettes partagées, en attendant l'adoption d'une réglementation régionale adéquate. Cette initiative visait à mettre fin au stationnement anarchique et à assurer une meilleure sécurité pour les piétons .

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes :

- 1. Cette opération de police s'inscrit-elle dans une stratégie plus large et durable ?
- 2. Le Collège dispose-t-il de données locales sur les infractions ou accidents impliquant des trottinettes à Molenbeek ?
- 3. Des mesures d'aménagement (zones de dépôt, zones interdites) sont-elles envisagées ?
- 4. Une collaboration est-elle en cours avec les opérateurs de trottinettes électriques actifs sur notre territoire ?
- 5. La commune prévoit-elle des actions de prévention ciblées, notamment auprès des jeunes usagers ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Didier MILIS
Conseiller communal
Chef de groupe

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Milis, Gemeenteraadslid MR, omtrent elektrische steps: welke lokale strategie in Molenbeek.- uitstel van 18/06/2025

29 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Merris, Conseiller communal MR, relative à Molendigue.- report du 18/06/2025

INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Introduite par : **MR – VLD** – Didier VAN MERRIS - Conseiller communal

Date du Conseil communal : 18/06/2025

Date de rédaction : 24/05/2025

Date de d'introduction : 24/05/2025

Envoyée à :

- **Via mail : Président du Conseil communal** : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- **Via mail : Secrétariat communal** : nvandeput@molenbeek.irisnet.be;
jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; didiervanmerris@hotmail.com ;
secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be
- **Via courrier** :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : MolenDigue

Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Il y a quelques semaines, l'échevine de la Mobilité, Madame Saliha Raïss, a présenté en grande pompe le projet "MolenDigue".

Ce projet vise à transformer les quais de Molenbeek, entre la chaussée de Ninove et Saintelette, en une "digue urbaine", inspirée des Rives-de-Seine à Paris. Une zone à circulation très limitée, réservée aux cyclistes et piétons, avec accès automobile restreint et contrôlé par caméras ANPR.

L'intention paraît louable sur papier. Qui pourrait être contre une meilleure qualité de vie et des espaces publics réaménagés ? Mais derrière les formules séduisantes se cache une autre réalité, ce projet n'est rien d'autre qu'une énième déclinaison du plan Good Move, dont les effets sur la mobilité et le commerce local dans d'autres quartiers sont encore loin de faire l'unanimité.

Il est également interpellant de voir une majorité communale, déjà en difficulté budgétaire, se lancer dans des promesses ambitieuses et coûteuses, alors que ni les moyens ni les compétences directes ne sont assurés. Car rappelons-le, la gestion des voiries concernées relève de la Région. Ce n'est donc pas à la commune de faire des effets d'annonce, mais de gérer ses priorités locales avec rigueur.

Je m'interroge aussi sur la cohérence globale de la politique de mobilité de cette majorité, d'un côté, on déclare vouloir améliorer la circulation, et de l'autre, on planifie la fermeture quasi complète d'un axe structurant, sans étude d'impact sérieuse, ni réelle consultation citoyenne.

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes au Collège :

1. Ce projet "MolenDigue" a-t-il fait l'objet d'une étude d'impact sur la circulation, l'activité économique locale et la sécurité dans les quartiers avoisinants ?

2. Quel est le coût estimé du projet pour la commune, en particulier dans le contexte budgétaire contraint actuel?
3. Une concertation a-t-elle été menée avec les riverains et les commerçants ? Si oui, quels en sont les résultats concrets ?
4. Quelle est la coordination réelle entre la commune et la Région, et quelles garanties avons-nous quant à la faisabilité de ce projet ?
5. Enfin, la commune prévoit-elle de faire évaluer les impacts des précédents plans de mobilité (type Good Move) avant de lancer de nouveaux projets similaires ?

Nous avons la responsabilité collective de défendre une mobilité fluide, une gestion responsable des deniers publics et une véritable concertation avec nos citoyens. Ce type d'annonce précipitée ne peut masquer les réalités économiques et sociales du terrain.

Je vous remercie pour vos réponses.

Didier VAN MERRIS
Conseiller communal

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Van Merris, Gemeenteraadslid MR, over Molendigue.- uitstel van 18/06/2025

-
- 30 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia-Fernandez, Conseillère communale MR, relative à la circulation de camions de grand gabarit dans le quartier Maritime, aux abords du site "Martini".- report du 18/06/2025**

INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Introduite par : **MR – VLD** – Gloria GARCIA_FERNANDEZ - Conseillère communale

Date du Conseil communal : **18/06/2025**

Date de rédaction : **25/05/2025**

Date de d'introduction : **25/05/2025**

Envoyée à :

- **Via mail** : Président du Conseil communal : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- **Via mail** : Secrétariat communal : nvandeput@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; mgarcia-fernandez@molenbeek.irisnet.be ; secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be
- **Via courrier** :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : Circulation de camions de grand gabarit dans le quartier Maritime, aux abords du site dit « Martini »

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Je souhaite vous interpellier au sujet de la circulation régulière de camions de grand gabarit dans les rues étroites et résidentielles du quartier Maritime, plus précisément aux abords du site situé au 108 rue Vandenboogaerde à Molenbeek, connu localement sous le nom de « site Martini ».

Depuis plusieurs semaines, des habitants, dont le président du comité de quartier, nous alertent sur les nuisances et surtout sur les risques pour la sécurité que représente le passage de ces poids lourds dans des voiries manifestement inadaptées à ce type de trafic.

Des vidéos ont été transmises, montrant des manœuvres particulièrement dangereuses à proximité de logements, d'écoles, ainsi que dans des zones de passage fréquent de cyclistes et de piétons.

Ces témoignages rappellent d'autres situations similaires rencontrées dans ce quartier, trop souvent peu associé aux décisions relatives à la logistique urbaine et à la mobilité.

Je souhaite dès lors poser les questions suivantes :

- L'entreprise occupant le site du 108 rue Vandenboogaerde dispose-t-elle d'une autorisation spécifique pour permettre la circulation de camions de ce gabarit dans cette zone ?
- Un itinéraire précis est-il imposé à ces véhicules afin de limiter les nuisances et garantir la sécurité ? Dans l'affirmative, ce trajet est-il effectivement respecté et contrôlé ?
- Quelles mesures sont envisagées par la commune pour faire respecter la réglementation en matière de circulation des poids lourds en zone résidentielle ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria GARCIA-FERNANDEZ
Conseillère communale
Cheffe de file

**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia-Fernandez,
Gemeenteraadslid MR, met betrekking tot het verkeer van grote vrachtwagens in het Maritiem
District, vlak bij de locatie "Martini".- uitstel van 18/06/2025**

INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Introduite par : **MR – VLD** – Gloria GARCIA_FERNANDEZ - Conseillère communale

Date du Conseil communal : 18/06/2025

Date de rédaction : 25/05/2025

Date de d'introduction : 04/06/2025

Envoyée à :

- **Via mail** : Président du Conseil communal : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- **Via mail** : Secrétariat communal : nvandepuut@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; mgarcia-fernandez@molenbeek.irisnet.be ; secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be
- **Via courrier** :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : Entretien arbres rue des Étangs noirs

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Je souhaite attirer votre attention sur un problème récurrent et de plus en plus préoccupant concernant l'entretien des arbres dans la rue des Étangs Noirs.

La situation est telle que les arbres, dont la croissance n'est manifestement plus maîtrisée, touchent désormais les fenêtres des habitations. L'espace public est envahi, et cela pose des problèmes concrets de visibilité, de sécurité, et de confort pour les riverains.

Un voisin, excédé, a dû couper lui-même les branches qui empiétaient sur son domicile. C'est inacceptable. Les citoyens ne devraient pas avoir à pallier eux-mêmes le manque d'intervention des services communaux, surtout lorsqu'ils s'acquittent scrupuleusement de leurs taxes.

Monsieur l'Échevin, pouvez-vous nous indiquer :

- Pourquoi l'entretien de ces arbres est-il aussi négligé ?
- Quand une opération d'élagage sérieuse est-elle prévue rue des Étangs Noirs ?

- Existe-t-il un plan de gestion de plantations urbaines, et si oui, pourquoi cette rue semble-t-elle en être exclue ?
- Quelles mesures urgentes pouvez-vous prendre pour remédier à cette situation dès les prochains jours ?

Je vous remercie par avance pour votre réponse, et j'espère que des actions concrètes seront engagées.

Gloria GARCIA-FERNANDEZ
Conseillère communale
Cheffe de file

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia-Fernandez, Gemeenteraadslid MR, betreffende het onderhoud van de bomen Zwarte Vijversstraat.- uitstel van 18/06/2025

32 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia-Fernandez, Conseillère communale MR, relative à la réorganisation des compétences au sein du collège.- report du 18/06/2025**

<p style="text-align: center;">INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS</p>

Introduite par : **MR – VLD** – Gloria GARCIA_FERNANDEZ - Conseillère communale

Date du Conseil communal : 18/06/2025

Date de rédaction : 24/05/2025

Date de d'introduction : 24/05/2025

Envoyée à :

- **Via mail** : Président du Conseil communal : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- **Via mail** : Secrétariat communal : nvandeput@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; mgarcia-fernandez@molenbeek.irisnet.be ; secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be
- **Via courrier** :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : Réorganisation des compétences au sein du Collège

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Lors du dernier Conseil communal, il nous a été annoncé une redistribution importante des compétences au sein du Collège. L'une des conséquences majeures de cette réorganisation est qu'une fonction échevinale sera désormais consacrée exclusivement à la gestion de la propreté et à la lutte contre les incivilités.

Si l'on peut comprendre la volonté d'intensifier l'action dans ces domaines, on peut s'interroger sur le choix d'extraire la lutte contre les incivilités de son ancrage traditionnel au sein de la prévention. En effet, dans la grande majorité des communes bruxelloises, et conformément à l'esprit du Plan Global de Sécurité et de Prévention (PGSP), cette matière est traitée de manière transversale, en lien avec les services sociaux, la médiation, la police et les éducateurs de rue.

Ce changement soulève donc des questions de fond sur la cohérence de l'approche locale.

Dans le même temps, une autre fonction échevinale voit ses responsabilités considérablement élargies, avec des matières aussi essentielles que l'Environnement, l'Énergie et le Climat. Ce cumul, aussi ambitieux soit-il, interroge sur la capacité de gestion réelle d'un portefeuille aussi vaste.

Dès lors, je me permets, au nom du groupe MR, de poser les questions suivantes :

1. Quelle logique a présidé à cette réorganisation ? Résulte-t-elle d'une évaluation stratégique ou d'un besoin d'équilibrage politique ?
2. Pourquoi avoir choisi d'isoler la lutte contre les incivilités plutôt que de la renforcer au sein de la prévention ?
3. Quels moyens humains et budgétaires sont prévus pour assurer l'efficacité de ces nouvelles attributions ?
4. Comment le Collège entend-il garantir que ces redistributions produisent des résultats concrets et mesurables dans l'intérêt des Molenbeekois ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria GARCIA-FERNANDEZ
Conseillère communale
Cheffe de file

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia-Fernandez, Gemeenteraadslid MR, over de reorganisatie van bevoegdheden binnen het college.- uitstel van 18/06/2025

33 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Didier Van Merris, Conseiller communal MR, relative au respect des compétences échevinales et des procédures de communication avec le personnel communal.

INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Introduite par : **MR – VLD** – Didier VAN MERRIS - Conseiller communal

Date du Conseil communal : 18/06/2025

Date de rédaction : 05/06/2025

Date de d'introduction : 05/06/2025

Envoyée à :

- **Via mail** : Président du Conseil communal : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- **Via mail** : Secrétariat communal : nvandeput@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; didiervanmerris@hotmail.com ; secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be
- **Via courrier** :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : Respect des compétences échevinales et des procédures de communication avec le personnel communal

Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Je souhaite interpellier le Collège sur des faits préoccupants concernant le respect des règles de bonne gouvernance et de fonctionnement administratif au sein de notre commune.

Il nous a été rapporté, à plusieurs reprises, que le Premier Échevin, membre du PTB, se rendrait dans des services communaux ne relevant pas de ses compétences, et ce sans coordination préalable avec les échevins responsables.

Plus encore, il semblerait qu'il donne des instructions ou formule des demandes directement aux agents, en dehors de toute procédure hiérarchique, ce qui suscite un malaise grandissant parmi certains membres du personnel.

Or, je rappelle qu'à l'initiative de Madame Moureaux, le 20 juillet 2022, il a été adopté une note de service très claire sur ce point, rappelant les règles de communication entre mandataires politiques et personnel communal, dans le respect des compétences de chacun.

Cette note stipule notamment qu'aucun échevin ne peut s'adresser directement à un membre du personnel d'un service qui relève de la compétence d'un autre échevin, et qu'un agent contacté dans ces conditions est en droit de refuser la demande.

Ces règles ont été posées pour préserver le bon fonctionnement de l'administration, garantir la clarté des responsabilités, et protéger le bien-être psychologique du personnel face à toute pression ou confusion hiérarchique.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes au Collège :

- Peut-il confirmer si de tels faits ont bien eu lieu récemment ?
- Quels rappels ont été ou seront faits au sein du Collège pour assurer le respect strict de la note de service du 20 juillet 2022 ?
- Quelles garanties sont apportées aux agents pour qu'ils puissent exercer leurs missions dans un cadre professionnel serein, sans pression ou intervention politique extérieure à leur hiérarchie ?

Ces questions ne sont pas anecdotiques : elles touchent au respect de la légalité, au fonctionnement neutre de l'administration et à l'équilibre entre pouvoir politique et gestion administrative.

Il en va, tout simplement, du respect des principes de bonne gouvernance, que chacun ici devrait s'engager à défendre.

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Didier VAN MERRIS
Conseiller communal

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Didier Van Merris, Gemeenteraadslid MR, met betrekking tot de eerbiediging van de gemeentelijke bevoegdheden en de communicatieprocedures met het gemeentepersoneel.- uitstel van 18/06/2025